

RAPPORT ANNUEL 2005

# LA SOLIDARITÉ, ÇA RAPPORTE !



## FAITS SAILLANTS

Au 31 mai (sauf 2001 à 2003, au 30 juin)

Nombre d'actionnaires		Valeur nette par action (\$)		Rendement du Fonds <sup>1,2</sup> (en pourcentage)		Souscriptions (en millions de dollars)	
2001	488 771	2001	24,98	2001	2,6	2001	782,0
2002	536 429	2002	22,02	2002	(11,4)	2002	869,9
2003	550 119	2003	20,36	2003	(6,9)	2003	724,7
2004	554 796	2004	21,37	2004*	5,2	2004*	554,2 <sup>3</sup>
2005	568 383	2005	22,41	2005	5,0	2005	706,5 <sup>3</sup>

Rendement annuel moyen, 10 ans : 3,2%  
\*(11 mois)

1. Le bénéfice (perte) par action sur le prix de l'action au début de l'exercice. 2. Ce rendement ne tient pas compte des crédits d'impôt accordés aux actionnaires. 3. Voir note en page 32.

## CHIFFRES CLÉS

Exercices terminés les

(en millions de dollars, sauf les actions catégorie A en milliers)

	30 juin			31 mai	
	2001	2002	2003	2004 (11 mois)	2005
<b>Résultats</b>	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	182,3	(432,9)	(209,1)	347,0	386,3
Bénéfice net (perte nette)	107,7	(551,5)	(325,5)	247,3	271,1
<b>Bilan</b>					
Actif net	4 600,8	4 533,9	4 620,2	5 233,3	5 955,2
Actions catégorie A en circulation	183 408	204 999	225 956	243 946	264 845
<b>Ratio<sup>1</sup></b>					
Charges d'exploitation/Actif net moyen	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,0 % <sup>2</sup>	1,8 %

1. En vertu des nouvelles normes comptables, les charges d'exploitation de l'exercice 2005 tiennent compte des charges des sociétés qui sont consolidées. Afin d'améliorer la comparabilité, nous avons aussi revu le ratio des charges d'exploitation des exercices 2001 à 2004 en leur donnant l'effet de la consolidation.

2. Donnée annualisée.

- 01 Mission
- 02 Message du président du conseil d'administration
- 04 Rapport du président-directeur général
- 06 Actionnariat
- 10 Formation
- 14 Investissements
- 19 Informations financières
- 72 Conseil d'administration et comité de direction
- 73 Conseils sectoriels et syndicat

Note : lorsqu'il y a lieu, le genre masculin inclut le féminin.

Rachats (en millions de dollars)	Juste valeur des investissements dans des entreprises partenaires (en millions de dollars)	Nombre d'entreprises partenaires (Fonds et réseau)	Nombre d'emplois créés, maintenus ou sauvegardés par le Fonds et ses partenaires	
2001	144,6	2 878,8	1 829	93 026
2002	385,3	2 768,6	2 112	96 641
2003	313,0	2 633,5	2 104	91 694
2004*	189,5	2 695,4	2 148	96 000
2005	255,6	2 544,1	2 139	105 596

\* (11 mois)

## MISSION

### CRÉER, MAINTENIR OU SAUVEGARDER DES EMPLOIS

Investir dans des entreprises à impact économique québécois et leur fournir des services en vue de contribuer à leur développement et de créer, de maintenir ou de sauvegarder des emplois.

### FORMER LES TRAVAILLEUSES ET LES TRAVAILLEURS

Favoriser la formation des travailleuses et des travailleurs dans le domaine de l'économie et leur permettre d'accroître leur influence sur le développement économique du Québec.

### DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

Stimuler l'économie québécoise par des investissements stratégiques qui profiteront aux travailleuses et travailleurs, de même qu'aux entreprises québécoises.

### PRÉPARER LA RETRAITE

Sensibiliser et inciter les travailleuses et les travailleurs à épargner pour leur retraite et à participer au développement de l'économie par la souscription aux actions du Fonds.

# CRÉER ET MAINTENIR DES EMPLOIS, ÇA RAPPORTE

La lecture de ce rapport annuel nous révèle, encore une fois, que le Fonds de solidarité FTQ se porte bien. Les résultats financiers et les performances du Fonds ont de quoi nous réjouir. De plus, l'élargissement de nos règles d'investissement, annoncé dans le dernier budget Audet, est une excellente nouvelle. Grâce à toute cette activité économique, nous pourrons créer et maintenir plus d'emplois de qualité chez nous, et participer encore davantage au développement économique du Québec. D'ailleurs, j'ajouterais que, par les temps qui courent, avec les centaines de fermetures d'entreprises que nous avons connues au cours des dernières années, maintenir les emplois au Québec est devenu tout aussi important que d'en créer. Garder nos entreprises compétitives et à la fine pointe technologique pour éviter leur érosion et la perte d'emplois à la faveur du développement industriel chinois, notamment, est désormais notre véritable défi.

L'une de nos grandes priorités est d'être présents partout au Québec, même dans les régions éloignées des grands centres, où le besoin d'investissements se fait parfois plus cruellement sentir. Et nous avons eu raison de croire au développement régional et à l'importance de notre intervention, car pour leur exercice terminé le 31 mars 2005, le rendement des investissements réalisés par l'ensemble des fonds régionaux de solidarité atteignait 10%, alors que notre prévision était de 4,5%. En fin d'exercice, les fonds régionaux avaient investi dans 66 nouveaux projets, dont 49 concernaient de nouvelles entreprises partenaires. Je tiens à souligner le travail exceptionnel et acharné des employés des fonds régionaux et de tous ceux et celles qui ont mis l'épaule à la roue pour revitaliser le développement régional.

L'une des décisions que nous avons prises pour favoriser la croissance des entreprises régionales, c'est la mise sur pied du Prêt croissance. Ce type de prêt, dont le plafond est passé cette année de 300 000 \$ à 500 000 \$, répond aux besoins des entrepreneurs désireux de progresser rapidement. Grâce aux différents produits qui leur sont offerts, la croissance des entreprises en région est assez bien structurée. C'est surtout pour le démarrage et le prédémarrage d'entreprises que les régions ont besoin d'argent, et je tiens à saluer la mesure annoncée dans le dernier budget afin de combler ce besoin. Une nouvelle catégorie d'investissements s'adressant spécifiquement à ces entreprises est désormais admissible dans le cadre de nos règles d'investissement. Cela contribuera sans doute à la création d'un plus grand nombre de PME qui se consacreront à la transformation de nos matières premières. Le défi est de taille, c'est vrai, mais l'heure est à la mobilisation et non au pessimisme. Si nous investissons dans la formation de notre main-d'œuvre, modernisons nos entreprises, valorisons le rôle des gens du milieu et bâtissons des alliances et des solidarités, nous ferons des pas importants dans la bonne direction.

Par ailleurs, l'un des secteurs dont il n'a malheureusement pas été suffisamment question dans ce budget est le secteur manufacturier, plus particulièrement celui du vêtement et du textile. C'est pourquoi je tiens à exprimer de nouveau mes inquiétudes à ce sujet. Nous espérons que le Canada prendra, à l'instar des États-Unis et de l'Europe, les mesures transitoires nécessaires à la protection de ce secteur, victime des bas salaires et des faibles conditions de travail en Chine. Il en a le droit, en vertu des règles de l'Organisation mondiale du commerce, et nous espérons qu'il s'en prévaudra. D'ailleurs, comme la majorité de ces emplois se trouve au Québec, il est primordial que le gouvernement du Québec prenne l'initiative d'encourager et de convaincre le gouvernement fédéral d'agir en ce sens. Si Montréal est reconnue comme la capitale canadienne de la mode, c'est en grande partie parce que 60% des emplois reliés à l'industrie du vêtement sont concentrés au Québec, qui ne représente pourtant que 24% de la population canadienne.

La Chine offre, il est vrai, des possibilités commerciales intéressantes à moyen terme. Mais si nous ne prenons pas quelques mesures transitoires pour nous permettre de traverser la crise que connaît notre secteur manufacturier, nous n'aurons peut-être jamais l'occasion de profiter pleinement de ces possibilités, puisque des pans complets de l'activité manufacturière auront déjà disparu. Un délai de deux à trois ans nous aiderait à nous ajuster.

Je voudrais, en terminant, féliciter et remercier les responsables locales et les responsables locaux du Fonds, nos RL, pour leur militantisme et leur engagement envers notre mission. S'il n'y avait pas eu de RL, le Fonds n'existerait tout simplement pas. Merci, bien sûr, à tous les employés du Fonds pour leur travail dévoué et pour leur compétence. Merci aussi à nos actionnaires pour leur soutien et leur adhésion à notre mission. Et merci, enfin, à nos partenaires de nous permettre de jouer, avec eux, le rôle important qui est le nôtre dans l'accroissement de notre richesse collective.

Si le Fonds connaît d'aussi bons résultats et s'il a aussi bonne réputation auprès des Québécoises et des Québécois, et ce, malgré les difficultés inhérentes aux investissements en capital-risque, c'est grâce à vous toutes et tous.



*Henri Massé*

Henri Massé

Le président du conseil  
d'administration

# UNE VISION QUI RAPPORTE

Pour le Fonds, l'un des grands succès de l'année 2004-2005 est sans contredit les changements à nos règles d'investissement que le ministre des Finances du Québec a annoncés dans le budget d'avril 2005. Après plusieurs rencontres et discussions, nous avons obtenu du gouvernement qu'il modifie la loi pour nous permettre d'élargir nos possibilités d'investissements à de plus grandes entreprises. Nos efforts ont porté leurs fruits et nous en sommes fiers.

Dorénavant, dès le premier investissement, le Fonds pourra investir dans des entreprises beaucoup plus importantes, c'est-à-dire qui ont jusqu'à 50 millions\$ d'actif net ou 100 millions\$ d'actif. Ces mesures faciliteront l'atteinte de la norme de 60% qui nous régit (pourcentage minimal du montant de notre actif net moyen de l'année financière précédente que nous devons investir dans des entreprises québécoises). C'est une excellente nouvelle, car les grandes entreprises sont créatrices d'un plus grand nombre d'emplois de qualité et de plus de richesse pour les Québécois. Elles consacrent également plus de ressources à la recherche et elles exportent davantage. Or, l'exportation de nos produits et de notre savoir est devenue une condition essentielle dans le contexte économique hautement compétitif que nous connaissons aujourd'hui, notamment quand il faut composer avec des acteurs colossaux comme la Chine et l'Inde.

Autre très bonne nouvelle que nous a livrée ce budget : nous pourrions désormais, à certaines conditions, investir dans des fonds privés hors Québec. Ces investissements auront des retombées économiques intéressantes au Québec.

Le Fonds accorde aussi beaucoup d'importance à la santé financière et à la croissance des PME. Depuis septembre 2004, j'ai fait une vaste tournée et visité toutes les régions du Québec. J'y ai rencontré des milliers d'entrepreneurs, de gestionnaires et de gens d'affaires afin de les encourager à faire croître leur entreprise. La plupart de nos entreprises sont solides. Elles sont tournées vers l'avenir et possèdent une main-d'œuvre de choix. Si elles savent revoir leurs façons de faire, établir des stratégies fondées sur la qualité et l'originalité de leurs produits, et faire preuve d'innovation, elles pourront bien se positionner par rapport à la concurrence mondiale. Le message que j'ai livré aux entrepreneurs en ce sens est clair : le Fonds est là pour eux. Nous connaissons bien les conditions de succès d'une entreprise et nous pouvons aider les entrepreneurs québécois à atteindre leurs objectifs de financement et de croissance.

Pour l'exercice, nous avons investi 492 millions\$ dans 73 entreprises dont la très grande majorité est en croissance. Le Fonds dépassait ainsi de 117 millions\$ ses objectifs.

Voici un autre fait digne de mention : au 31 mai dernier, nos investissements privés, c'est-à-dire dans des entreprises non cotées en Bourse, ont offert un rendement brut de 5,7%. Et notre portefeuille de placement (obligations, actions cotées et autres) nous a procuré un rendement de 11,6%, comparativement à 9,6% pour les 11 mois de l'année précédente. L'actif net du Fonds était de 5955 millions\$ en fin d'exercice, poursuivant ainsi sa croissance pour une troisième année consécutive. Le rendement annuel global du Fonds pour 2005 a été de 5%.

### NOTRE VISION

Prioriser la création et le maintien d'emplois de même que le rendement à nos actionnaires en devenant le meilleur partenaire des entreprises à impact économique québécois.

En ce qui a trait à nos limites de souscriptions, fixées à 700 millions\$, elles ont été atteintes à la fin du mois de février 2005. À ce propos, je remercie nos responsables locales et nos responsables locaux pour le travail exceptionnel qu'ils ont réalisé tout au long de l'exercice qui vient de se terminer.

Comme les émissions d'actions du Fonds ne sont pas limitées en 2005-2006, mais plutôt fixées selon la norme de 60%, le montant des contributions que nous pourrions recueillir devrait être de l'ordre de 625 millions\$.

Nous pouvons également être fiers des efforts déployés en vue de maintenir un ratio des charges d'exploitation inférieur à 2%. Il était de 1,8% au 31 mai 2005, et notre objectif commun est de réduire ce ratio.

J'ai toujours été un adepte inconditionnel d'un service à la clientèle impeccable et personnalisé, je tiens donc à souligner les efforts continus déployés par la première vice-présidence à l'actionariat en ce sens. D'ailleurs, des sondages nous l'ont révélé une fois de plus cette année: nos actionnaires sont grandement satisfaits de la qualité des services que nous leur offrons et de l'attention que nous leur portons.

#### **DEVENIR LES MEILLEURS**

Un autre de nos grands objectifs communs est de tout mettre en œuvre pour devenir les meilleurs dans notre secteur d'activité. Grâce aux efforts de nos employés et de nos gestionnaires, nous nous sommes rapprochés de cet objectif. Devenir les meilleurs implique un engagement continu de la part de chacune et chacun de nos employés, mais également la mise en place par la direction de mécanismes qui nous assurent que tous reçoivent la formation pertinente nécessaire à l'optimisation de leurs connaissances et de leurs compétences. L'apport des Ressources humaines, notamment en ce qui a trait à la formation des gestionnaires, a été crucial cette année encore.

Je tiens enfin à remercier nos actionnaires. Comme vous le constatez, le Fonds se porte bien. Mais sans votre solidarité, sans votre attachement à la mission du Fonds, nous ne pourrions pas jouer, comme nous le voulons, notre rôle dans la croissance économique du Québec.



**Pierre Genest**

Le président-directeur général



L'ÉPARGNE,  
**ÇA RAPPORTE !**

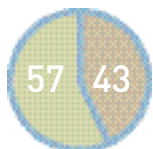


Lorsque arrive le moment de quitter le marché du travail, une bonne préparation à la retraite fait toute la différence. Des milliers d'actionnaires qui prennent leur retraite nous le confirment chaque année quand ils demandent le rachat de leurs actions : les sommes investies au Fonds constituent le supplément idéal qui permet d'avoir une retraite plus confortable.

**PROFIL DES ACTIONNAIRES**

Au 31 mai 2005

STATUT (%)



- 325 945 Syndiqués
- 242 438 Non-syndiqués

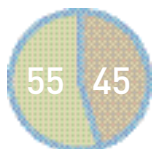
Nombre d'actionnaires :

**568 383**

Âge moyen :

**47 ans**

SEXE (%)



- 312 888 Hommes
- 255 495 Femmes

## PRIORITÉ À LA QUALITÉ

Les actionnaires du Fonds adhèrent à sa mission de création d'emplois et sont conscients que, ce faisant, ils s'associent au développement économique du Québec. Au 31 mai 2005, le Fonds comptait 568 383 actionnaires. Et grâce, entre autres, à l'engagement de nos responsables locaux et de nos responsables locaux, nos limites de souscriptions, qui avaient été fixées à 700 millions\$ dans le budget provincial de 2004, ont été atteintes à la fin de février.

Afin de toujours mieux répondre aux besoins de nos actionnaires, nous avons mené, durant l'année qui vient de se terminer, une étude pour connaître leur degré de satisfaction à l'égard des différents services que nous leur offrons. Qu'il s'agisse du temps d'attente au téléphone, de la clarté des informations que nous leur transmettons ou encore de la courtoisie de notre personnel, cette étude démontre clairement que nos actionnaires sont très satisfaits de la qualité de nos services.

Comme il y a toujours place à l'amélioration, nous poursuivrons nos efforts en ce sens durant l'année en cours. Nous voulons, notamment, mettre sur pied un centre d'appels réservé aux employeurs qui offrent la retenue sur le salaire à leurs employés. Ce service permettra de faire un meilleur suivi des dossiers et de régler plus rapidement certains problèmes.

Grâce à notre service de reconnaissance de l'appelant, qui affiche instantanément à l'écran le dossier de la personne qui nous appelle, le temps requis pour accéder aux dossiers des actionnaires a été réduit. Au Fonds de solidarité, les actionnaires n'ont pas à faire un choix à l'aide d'un menu téléphonique; c'est un agent d'information qui leur répond, avec toutes les données nécessaires en main. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2005, nous avons traité 337 000 appels, dont 121 000 durant la campagne REER de 2005. Nous avons également accueilli 92 500 personnes, dont 61 500 dans nos 54 points de service ouverts partout au Québec durant cette campagne.

Cette année encore, l'épargne systématique a constitué un choix stratégique pour un grand nombre d'actionnaires qui ont souscrit au Fonds par retenue sur le salaire ou prélèvements bancaires. Cela confirme les multiples avantages de ces modes de souscription, qui représentaient plus de 404 millions\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2005, soit près de 60% du total des souscriptions.

De plus, nous avons entrepris la révision de notre plan d'action qui permet d'assurer un service complet aux actionnaires, même en cas de sinistre.

### RÉPARTITION DES RACHATS PAR CRITÈRES

Exercice terminé le 31 mai 2005

Critères	Nombre	Millions \$	%
Retraite et préretraite	26 687	182,8	71,5
Accession à la propriété	5 352	37,0	14,5
Situations exceptionnelles (perte d'emploi et autres)	4 234	12,6	4,9
Décès, invalidité, rachat 60 jours	1 708	15,3	6,0
Retour aux études	360	1,7	0,7
Autres critères (injection de capitaux dans une entreprise, émigration, rachat de crédits de rente et inadmissibilité aux crédits d'impôt)	743	6,2	2,4
<b>Total</b>	<b>39 084</b>	<b>255,6</b>	<b>100,0</b>



**SIMON LÉVESQUE**  
RESPONSABLE LOCAL

#### **LE SECRET: L'ÉPARGNE SYSTÉMATIQUE**

Je suis responsable local depuis 2002 et, en plus de tout ce que j'ai appris dans le domaine du REER, je suis maintenant convaincu qu'une retraite bien préparée fait toute la différence le moment venu. Je n'ai que 33 ans; ma retraite, ce n'est pas pour demain! Mais je regarde mon père, ma mère et mes beaux-parents, qui ont bien préparé leur retraite, et je vois une différence très claire dans leur qualité de vie si je la compare avec celle d'autres personnes qui, malheureusement, n'ont pas pu aussi bien la préparer. Dans bien des cas, l'épargne systématique est le secret: épargner un peu à chaque paie, c'est ce qui fait la différence pour plusieurs travailleurs.

Ce qui m'a d'abord convaincu de promouvoir le Fonds, sa mission et les avantages qu'il offre aux actionnaires, c'est son côté «humain». J'aime transmettre la dimension sociale du Fonds et parler des investissements qu'il fait dans les entreprises québécoises pour créer et maintenir des emplois.

Bien sûr, les avantages fiscaux sont nombreux, mais j'aime aussi pouvoir offrir aux jeunes travailleurs comme moi la possibilité de se prévaloir du Régime d'accession à la propriété pour l'achat de leur première maison.

C'est mon engagement social, si on veut.



**STEVE McINNIS ET SA CONJOINTE, LOUISE MARTIAL**  
ACTIONNAIRE

#### **LE VRAI SERVICE À LA CLIENTÈLE, ÇA EXISTE!**

Dès que j'ai mis les pieds au Fonds de solidarité, on m'a bien dirigé. Un agent d'information est venu me chercher et il m'a appelé par mon nom! Ça m'a réconcilié avec le service à la clientèle qui, à mon avis, est quelque chose qui se détériore de plus en plus.


C'était le 21 avril 2005. J'étais allé au Fonds pour avoir de l'information sur le RAP (Régime d'accession à la propriété). Et, croyez-le ou non, une semaine plus tard, le chèque était dans ma boîte aux lettres!

J'ai été bien dirigé, mais en plus, l'agent du Fonds a pris le temps de m'aider à remplir tous les papiers, même si je ne suis qu'un «petit» actionnaire. Acheter une maison neuve, c'est bien excitant, mais ça reste quand même un peu énervant.

À vrai dire, ça me stressait un peu d'aller négocier un rachat d'actions, parce qu'on me répétait: «Ah, tu vas voir, au Fonds, les rachats, c'est compliqué.» Eh bien, ç'a été complètement le contraire! J'avoue que j'ai été agréablement surpris, mais j'ai surtout été heureux de constater qu'il y a une place de choix pour le travail courtois et bien fait au Fonds de solidarité.

A group of people are gathered around a table in a meeting room. In the foreground, a man with glasses and a light blue shirt is pointing at a document on the table. Other people are visible in the background, some looking at a presentation board. The scene is brightly lit, suggesting a professional or educational setting.

LA FORMATION,  
**ÇA RAPPORTE !**

A photograph of two women sitting at a conference table in a meeting room. They are both smiling and looking towards the right. The woman on the left has blonde hair and is wearing a grey top. The woman on the right has dark hair and is wearing a grey blazer over a black top. There are papers and a pen on the table in front of them. The background shows a window with a view of a building.

Les travailleuses et les travailleurs qui comprennent les états financiers de leur entreprise sont beaucoup plus en mesure de saisir les défis que sous-tendent tous ces chiffres. Cette compréhension les motive à participer à la recherche de solutions créatives, qui permettent à l'entreprise d'aller encore plus loin, et accroît ainsi leur influence sur le développement économique du Québec.

## DES RÉALISATIONS BASÉES SUR LA COLLABORATION

La Fondation de la formation économique a revu cette année l'ensemble de ses programmes afin d'en mieux les adapter aux réalités des entreprises et des travailleurs. Et pour atteindre ses objectifs de manière plus efficace, elle s'est également munie de nouveaux outils pédagogiques plus dynamiques.

Le contenu de tous les programmes – qu'ils s'adressent aux travailleurs en entreprise, aux membres des différents réseaux du Fonds ou encore aux étudiants – a été consolidé. Mais c'est la formation offerte aux responsables locales et aux responsables locaux (RL) du Fonds qui a fait l'objet des transformations les plus profondes en 2004-2005. Le plan de formation qui soutient ce vaste réseau de bénévoles a été entièrement refait.

La Fondation, en étroite collaboration avec la vice-présidence au développement de la souscription, a mis en place un programme de formation continue sur six ans, et le cours de base offert aux RL dure maintenant trois jours.

Au cours de base s'ajoutent des cours de suivi et des outils de formation, notamment un document vidéo, qui ont été expressément conçus pour soutenir nos RL et leur offrir toute l'information disponible sur les REER et sur l'ensemble des produits de retraite offerts sur le marché. Par ailleurs, la formation est axée sur une compréhension du produit du Fonds dans son environnement financier global.

Le travail qu'ont réalisé la Fondation et le développement de la souscription pour la formation des RL est basé sur la pratique, c'est-à-dire que les outils de formation ont été construits à partir de besoins exprimés sur le terrain. Et maintenant, ces efforts ont des répercussions sur l'ensemble de nos clientèles.

Fortes d'une expérience de plusieurs années, la Fondation adapte son offre de cours aux besoins afin de combler les attentes de l'ensemble de ses clients. Par exemple, elle est en train de mettre au point un nouveau programme de formation en entreprise, qui devrait être implanté durant l'année en cours.

Nombre  
de participants :

4 272

Nombre  
de cours :

279

### ACTIVITÉS DE FORMATION

Exercice terminé le 31 mai 2005  
(en nombre)

	Participants	Cours
Responsables locales et responsables locaux	1 860	107
En entreprise	1 109	95
Membres du réseau	784	54
Étudiants	519	23
<b>Total</b>	<b>4 272</b>	<b>279</b>



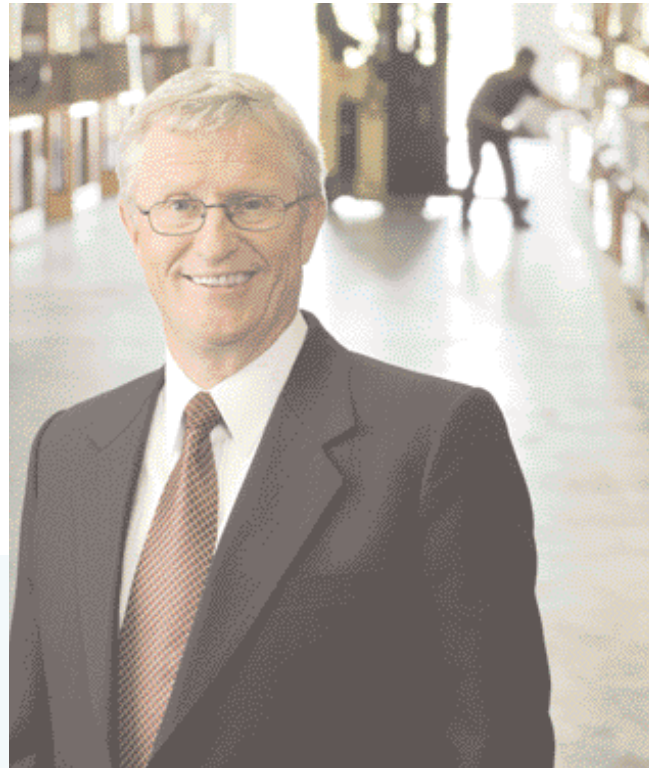
**JOCELYNE JOSEPH**  
RESPONSABLE LOCALE

#### **UNE FORMATION COMPLÈTE ET CONTINUE**

Au début, comme nouvelle responsable locale, j'avais peur de ne pas pouvoir répondre convenablement aux questions des gens sur le Fonds et son produit. Mais grâce à la formation continue que nous recevons et au Manuel des RL, j'ai tout de suite compris que je n'avais pas à m'en faire. Et le récent document vidéo, spécialement conçu pour les nouveaux RL, est peut-être l'outil de formation le plus complet que j'ai eu. On y trouve des informations détaillées sur le Fonds, sa mission, ses actions, les avantages fiscaux, le Régime d'accession à la propriété et une foule d'autres renseignements.

Même si un confrère ou une consœur me pose une question complexe, je sais où me renseigner pour obtenir la réponse précise. Ma coordonnatrice à la souscription, au Fonds de solidarité, est d'ailleurs toujours là pour me soutenir dans mes démarches. Mais, de manière générale, avec les documents d'information qui ont été réalisés en étroite collaboration avec les gens du milieu, on trouve les réponses qu'on cherche.

Au-delà des sujets plus techniques sur lesquels nous recevons la formation nécessaire, nous avons aussi l'avantage d'apprendre à communiquer ces données dans des termes clairs, que les gens que nous côtoyons dans nos milieux de travail comprennent bien.



**YVON FORTIER**  
PRÉSIDENT DES ENTREPRISES MASKA-LAFORO\*

#### **UN INVESTISSEMENT AUX MULTIPLES RETOMBÉES**

La formation économique en entreprise offerte à nos employés a été le déclencheur de notre partenariat d'affaires avec le Fonds de solidarité FTQ. Plusieurs institutions de capital de risque étaient venues nous rencontrer pour nous offrir du financement, mais quand le moment de prendre une décision est arrivé, le contenu de la formation économique nous a convaincus de nous associer au Fonds pour faire croître l'entreprise.


Pendant la formation, les travailleurs peuvent voir le bilan financier de l'entreprise, qui leur est expliqué: nous leur ouvrons littéralement nos livres comptables! Je me souviens que nos employés ont été étonnés de ce geste, mais enchantés de constater que nous faisons preuve de transparence et que nous voulions valoriser la communication au sein de l'entreprise.

Je ne vous cacherai pas qu'au départ, j'étais un peu craintif, mais cette formation nous a permis de travailler ensemble, patrons et employés, à la croissance de l'entreprise. Une fois définis les défis que nous devons relever pour augmenter la rentabilité de l'entreprise, nous avons fait les investissements et les efforts nécessaires afin de devenir les meilleurs sur le marché.

\* Les Entreprises Maska-Laforo sont spécialisées dans la fabrication de poulies.

A construction worker wearing a green hard hat and a high-visibility safety vest over a blue shirt is sitting at a desk. He is looking at a laptop screen. The background shows a window with a view of a building. The text "LES INVESTISSEMENTS, ÇA RAPPORTE!" is overlaid on the image in white, bold, sans-serif font.

LES INVESTISSEMENTS,  
**ÇA RAPPORTE!**



Une fois de plus, le Fonds de solidarité FTQ a constitué cette année pour plusieurs entreprises québécoises un tremplin financier qui leur a permis de croître, d'augmenter le nombre d'emplois de qualité offerts et d'exporter leurs produits sur les marchés internationaux. Les entrepreneurs sont nombreux à le dire : faire affaire avec le Fonds, c'est beaucoup plus que profiter d'un simple investissement.

## LA SOLIDITÉ DU FONDS RECONNUE PARTOUT AU QUÉBEC

En matière d'investissements de capital de risque, l'année 2005 a été marquée par l'augmentation constante de notre part de marché. Même si, de façon générale, l'industrie québécoise du capital de risque ne se porte pas aussi bien qu'on le souhaiterait, le Fonds, lui, a investi davantage cette année et a fait un important bond en avant. Des statistiques récentes démontrent en effet que la part de marché du Fonds dans ce secteur atteint près de 40%<sup>1</sup> !

On note aussi que plusieurs des entreprises dans lesquelles nous avons investi au cours des deux dernières années sont de taille plus importante. À titre d'exemples, mentionnons Trencap, s.e.c., Laura Secord, Groupe de scieries G.D.S. inc., Manac inc. et Groupe LAR inc. Nous avons également investi dans différentes entreprises qui offrent des services financiers spécialisés à grande valeur ajoutée, peu développés au Québec, comme Fonds d'opportunités canadiennes HRS, s.e.c. et Addenda Capital inc.

Au fil des ans, le Fonds a toujours mis de l'avant l'importance des entreprises en croissance, créatrices d'emplois de qualité et de richesse pour les Québécois. Ce sont elles qui innovent et exportent le plus sur les marchés internationaux. Notre volonté d'être plus présent sur ce marché a été reconnue. En effet, le gouvernement a modifié cette année les règles dans ce domaine: alors qu'auparavant nous ne pouvions, lorsqu'il s'agissait d'un premier investissement, investir dans des entreprises ayant plus de 20 millions \$ d'avoir net ou 50 millions \$ d'actif, les limites sont maintenant de 50 millions \$ d'avoir net ou 100 millions \$ d'actif. De plus, nous pourrions maintenant, sous certaines conditions, investir dans des fonds privés hors Québec. Ces nouvelles règles permettront à nos entreprises d'avoir accès à des réseaux internationaux et à de l'expertise complémentaire.

Le Fonds continue par ailleurs d'être toujours présent sur le marché des petits investissements, et ce, partout au Québec, soit par le financement conjoint de projets grâce au programme FIER (Fonds d'intervention économique régional du gouvernement du Québec), soit à l'intérieur des réseaux de fonds régionaux de solidarité, de fonds locaux ou de fonds spécialisés. Ces investissements et cette présence régionale demeurent essentiels pour nous. À ce chapitre, les fonds régionaux de solidarité ont connu une amélioration remarquable de leur rendement et de leurs résultats. Les produits qu'ils offrent ont été diversifiés et sont mieux ciblés. Le Prêt croissance, par exemple, un prêt sans garantie, disponible rapidement et qui peut atteindre 500 000 \$, connaît déjà beaucoup de succès auprès des entrepreneurs.

Ajoutons que, sur le plan opérationnel, les efforts se sont poursuivis durant l'année afin d'équilibrer l'augmentation de notre volume d'investissements et l'amélioration de notre rendement, tout en gardant en perspective la norme de 60% à laquelle nous sommes assujettis<sup>2</sup>.

Le Fonds a également continué cette année son travail auprès des entreprises familiales, grâce au Fonds Relève PME, car ce bassin d'entreprises constitue une richesse industrielle dont les Québécois ne sauraient se passer. Nos efforts ont pour but d'assurer la pérennité de leurs activités et de leur croissance future.

Enfin, mentionnons qu'une campagne publicitaire a été conçue cette année afin de faire connaître le rôle que joue le Fonds dans la création d'emplois et l'enrichissement économique du Québec. La campagne «Écoute ton ambition» souhaite démontrer aux entrepreneurs que le Fonds est devenu, au fil des ans, le partenaire incontournable des PME en croissance.

1. Dans son rapport publié en 2004, Thomson Macdonald & Ass. évaluent la part du Fonds à 37% du marché du capital de risque au Québec.  
2. Cette norme de 60% représente le pourcentage de l'actif net moyen de l'exercice précédent que le Fonds doit avoir investi dans des entreprises admissibles.

Nombre d'emplois  
créés, maintenus  
ou sauvegardés au  
Québec par le Fonds  
et ses partenaires

105 596

### RÉPARTITION



- 55 474  
Emplois directs
- 28 818  
Emplois indirects
- 20 797  
Emplois induits
- 507  
Emplois issus  
des investissements  
hors Québec



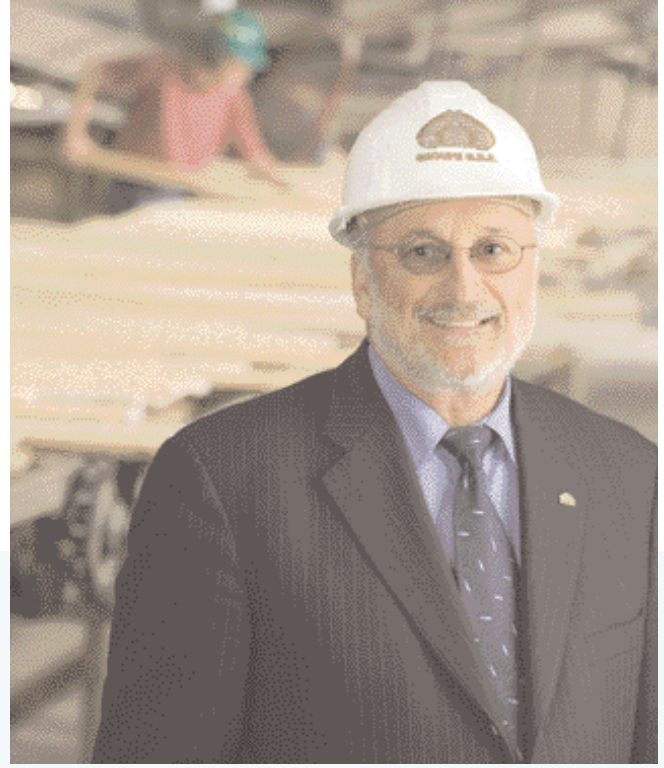
**JACQUES CÔTÉ**  
PRÉSIDENT DU GROUPE SOLMAX\*

### DU RÊVE À LA RÉALITÉ

Nous rêvions de devenir un manufacturier de classe internationale et d'être en mesure d'exporter nos produits et services partout dans le monde. Avec le Fonds de solidarité, notre rêve est devenu réalité. Solmax offre maintenant ses produits et services dans le monde entier!

Concrètement, l'investissement du Fonds nous a permis de faire l'acquisition d'une ligne de production. Nous avons ainsi pu passer du statut d'installateur à celui de fabricant. Nous pouvons donc maintenant confirmer ce que plusieurs autres entrepreneurs ont déjà affirmé: le Fonds est devenu un véritable partenaire de notre entreprise puisque, en plus du soutien qu'il nous a apporté sur le plan financier, il a toujours soutenu la vision d'expansion dont nous rêvions pour notre entreprise.

\* Groupe Solmax est une entreprise spécialisée dans la fabrication de géomembranes en plastique de grande dimension destinées, entre autres, à étancher des sites d'enfouissement de déchets et des réservoirs de liquides industriels.



**GUILDO DESCHÊNES**  
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION  
DU GROUPE DE SCIERIES G.D.S.\*

### LE FONDS RELÈVE PME, UN TREMPLIN POUR L'AVENIR DE MON ENTREPRISE

Dans l'avenir, les entreprises québécoises devront être à la fine pointe de la technologie et optimiser leurs équipements. Seules les entreprises compétitives, qui utiliseront de bonnes méthodes de production, pourront rester dans la course. Il faut faire évoluer nos entreprises grâce à des projets prometteurs, et c'est précisément ce qui nous a motivés à augmenter nos volumes et à baisser nos coûts. Le Fonds a servi de tremplin à notre croissance, mais nous aidera aussi à assurer l'avenir de l'entreprise, car l'investissement du Fonds Relève PME permettra le transfert du contrôle de l'entreprise à mon fils. Ce qui est exceptionnel, c'est que, tout en assurant la relève de mon entreprise, je pourrai continuer à participer à sa croissance. C'est une situation idéale pour un entrepreneur familial qui veut relever les défis économiques actuels dans un contexte hautement compétitif, et côtoyer de grandes entreprises.

\* Groupe de scieries G.D.S. est une entreprise spécialisée dans le domaine de la transformation de produits forestiers.

## INVESTISSEMENTS

### LES EMPLOIS CRÉÉS, MAINTENUS OU SAUVEGARDÉS AU QUÉBEC PAR LE FONDS ET SES PARTENAIRES<sup>1</sup>

Au 31 mai 2005

(en nombre)

Emplois directs	
Fonds	31 770
Fonds régionaux et locaux	20 661
Fonds spécialisés	3 043
	55 474 <sup>2</sup>
Emplois indirects	28 818
Emplois induits	20 797
Emplois issus des investissements hors Québec	507
<b>Total</b>	<b>105 596</b>

1. Excluant les emplois des entreprises qui ne sont plus partenaires du Fonds.

2. En considérant les emplois directs des entreprises qui ne sont plus partenaires, le Fonds a contribué à créer, à maintenir ou à sauvegarder plus de 81 200 emplois directs.

### ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS NON CONSOLIDÉS (AU COÛT) 2004-2005<sup>1</sup>

Régions <sup>2</sup>	Solde au 31 mai 2004*			Investissements			Désinvestissements			Solde au 31 mai 2005		
	Nbre	Millions \$	%	Nbre	Millions \$	%	Nbre	Millions \$	%	Nbre	Millions \$	%
Ouest du Québec	15	67,9	2,5	4	10,6	2,2	1	0,6	0,2	17	77,9	2,7
Région de Montréal	137	935,6	34,5	40	306,6	62,3	42	132,9	44,9	136	1 109,3	38,2
Centre du Québec	15	70,7	2,6	3	35,6	7,2	4	1,7	0,6	16	104,6	3,6
Région de Québec	37	366,8	13,5	9	27,3	5,5	11	57,3	19,3	33	336,8	11,6
Est du Québec	28	296,8	11,0	6	23,8	4,8	5	14,6	4,9	27	306,0	10,5
Ensemble du Québec	38	730,1	27,0	5	56,0	11,4	11	37,9	12,8	37	748,2	25,8
Hors Québec	33	240,3	8,9	6	32,3	6,6	11	51,2	17,3	34	221,4	7,6
<b>Total</b>	<b>303</b>	<b>2 708,2</b>	<b>100,0</b>	<b>73</b>	<b>492,2</b>	<b>100,0</b>	<b>85</b>	<b>296,2</b>	<b>100,0</b>	<b>300</b>	<b>2 904,2</b>	<b>100,0</b>
<b>Secteurs</b>												
Immobilier	11	252,8	9,3	2	38,4	7,8	4	18,0	6,1	10	273,2	9,4
Développement régional <sup>3</sup>	31	351,2	13,0	2	6,0	1,2	2	1,3	0,4	30	355,9	12,3
Industries, services, ressources naturelles et consommation	141	1 317,4	48,6	36	339,0	68,9	53	144,7	48,9	139	1 511,7	52,0
Investissements technologiques <sup>4</sup>	120	786,8	29,1	33	108,8	22,1	26	132,2	44,6	121	763,4	26,3
<b>Total</b>	<b>303</b>	<b>2 708,2</b>	<b>100,0</b>	<b>73</b>	<b>492,2</b>	<b>100,0</b>	<b>85</b>	<b>296,2</b>	<b>100,0</b>	<b>300</b>	<b>2 904,2</b>	<b>100,0</b>

\* La distribution entre les régions ou les secteurs au 31 mai 2004 peut avoir changé pour tenir compte des réorganisations survenues dans les entreprises partenaires.

1. Cette liste exclut le portefeuille de titres détenus dans Entreprises publiques québécoises à faible capitalisation et inclut les fonds engagés mais non déboursés ainsi que les fonds pour garanties et cautionnements.

2. Regroupements régionaux : Ouest du Québec : Abitibi-Témiscamingue/Outaouais. Région de Montréal : Montréal/Laval/Laurentides/Montérégie/Lanaudière. Centre du Québec : Estrie/Mauricie/Centre-du-Québec. Région de Québec : Capitale-Nationale/Chaudière-Appalaches. Est du Québec : Bas-Saint-Laurent/Saguenay-Lac-Saint-Jean/Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine/Côte-Nord/Nord-du-Québec. Ensemble du Québec : investissements qui ont des impacts dans plus d'une région. Hors Québec : investissements dans des entreprises dont le siège social est à l'extérieur du Québec.

3. Fonds régionaux et SOLIDE.

4. Sciences de la vie, technologies de l'information, télécommunications, innovations industrielles et bioalimentaire.



# LA CONSTANCE, ÇA RAPPORTE!

## INFORMATIONS FINANCIÈRES

### FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)

20 Revue de l'activité financière

#### États financiers consolidés aux 31 mai 2005 et 2004

- 29 Rapport de la direction
- 29 Rapport des vérificateurs
- 30 Bilans consolidés
- 31 Résultats consolidés
- 32 Évolutions de l'actif net consolidées
- 34 Flux de trésorerie consolidés
- 35 Notes complémentaires

#### Investissements effectués au 31 mai 2005

- 50 Rapport des vérificateurs
- 51 Relevé consolidé au coût

#### Investissements effectués par les fonds spécialisés au 31 mai 2005 (non vérifié)

- 64 Répertoire au coût

### FONDATION DE LA FORMATION ÉCONOMIQUE DU FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)

#### États financiers aux 31 mai 2005 et 2004

- 68 Rapport des vérificateurs
- 68 Résultats
- 69 Bilans
- 69 Évolutions des actifs nets
- 70 Notes complémentaires

# REVUE DE L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE

## ANALYSE DES RÉSULTATS<sup>1</sup>

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2005, le Fonds a connu une autre très bonne année en affichant un bénéfice net de 271 millions \$, comparativement à celui de 247 millions \$ réalisé lors de l'exercice précédent (11 mois). Ainsi, le rendement du Fonds a été de 5,0 % au 31 mai 2005, soit inférieur au 5,2 % (11 mois) de l'exercice précédent, mais supérieur à celui anticipé de 3 % à 4 %. Cette performance s'explique principalement par les trois éléments suivants :

- La stratégie sectorielle mise en place en début d'exercice et visant à convertir nos actions grands marchés en titres boursiers de quatre secteurs particuliers, soit ceux des matériaux, de l'énergie, de la consommation de base et des services aux collectivités, a dégagé un rendement de 20,3 % sur des actifs se chiffrant en moyenne à 824 millions \$ pour l'exercice financier. Bien que cette stratégie ait été mise en place afin de réduire la volatilité de notre portefeuille, elle nous a procuré un rendement supérieur à nos attentes.
- Les titres à revenu fixe de notre portefeuille de placement, d'une valeur moyenne de 2,7 milliards \$ pendant l'exercice financier, nous ont procuré un rendement de 9,1 % dont 10,4 % sur notre portefeuille obligataire (incluant un rendement de 3,0 % résultant de la nouvelle comptabilisation à la juste valeur). Pour l'exercice précédent de 11 mois, les titres à revenu fixe avaient rapporté 5,9 %.
- Nous avons réussi à améliorer de façon importante les résultats obtenus des titres privés et des fonds externes de notre portefeuille, et ainsi à faire passer le rendement net négatif de 10,2 % de l'année dernière (11 mois) à un rendement net négatif de 0,6 %, sur un actif moyen de 1,4 milliard \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2005.

Plus spécifiquement, les investissements dans des entreprises partenaires ont généré un rendement de 2,4 % en 2004-2005 (2,7 % pour 11 mois en 2003-2004) et les revenus provenant des autres placements, un rendement de 11,6 % (9,6 % pour 11 mois en 2003-2004). La baisse du rendement des investissements provient en majeure partie d'une chute marquée de nos titres cotés du secteur des biotechnologies en 2004-2005 (perte de 38,6 %) après une année de hausse majeure en 2003-2004 (gain de 43,6 %).

Les efforts déployés pour contrôler nos charges ont porté leurs fruits : le ratio des charges d'exploitation sur l'actif net moyen est de 1,8 % pour l'exercice, comparativement à 2,0 % en 2004, sur une base consolidée et annualisée.

## RENDEMENT NET PAR CATÉGORIES D'ACTIFS SUR UNE BASE DÉBOURSÉE

Exercices terminés les 31 mai  
(en pourcentage)

	2005		2004 (11 mois)	
	Pondération moyenne	Rendement net	Pondération moyenne	Rendement net
Titres à revenu fixe	48,6	9,1	45,7	5,9
Actions cotées	26,3	10,4	27,3	26,6
Titres privés et fonds externes	25,1	(0,6)	27,0	(10,2)
<b>ENSEMBLE DES ACTIFS</b>	<b>100,0</b>	<b>7,1</b>	<b>100,0</b>	<b>7,2</b>
Charges d'exploitation et impôts		(2,1)		(2,0)
<b>RENDEMENT DU FONDS</b>		<b>5,0</b>		<b>5,2</b>

1. Toute comparaison avec les données financières de l'exercice précédent doit tenir compte des modifications de présentations et de conventions comptables selon la note 3 des états financiers.

## ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE, DU BILAN ET DES ÉLÉMENTS HORS BILAN

En considérant la hausse de 152 millions\$ du montant des émissions d'actions pour l'exercice terminé le 31 mai 2005 et la hausse du montant des actions rachetées, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et de financement se sont chiffrés à 632 millions\$ en 2004-2005, comparativement à 400 millions\$ pour 11 mois en 2003-2004.

Pour une deuxième année consécutive, sur une base non consolidée, le secteur des investissements a dépassé ses objectifs, affichant des investissements dans des entreprises partenaires supérieurs de 117 millions\$ au budget: le volume des investissements réalisés au cours de l'exercice est passé de 404,7 millions\$ en 2004 (exercice de 11 mois) à 492,2 millions\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2005, touchant ainsi 73 dossiers différents. Contrairement à l'an dernier où plusieurs investissements individuels de 25 millions\$ et plus avaient été réalisés, l'année 2004-2005 est marquée par un plus grand nombre d'investissements touchant à plus de secteurs économiques et par trois principaux dossiers seulement (Trencap, s.e.c., Mecachrome international inc. et Camoplast inc.). Par ailleurs, le montant des cessions d'investissements a diminué, comparativement à l'an dernier.

Les investissements, sur une base non consolidée, sont passés de 2,7 milliards \$ au 31 mai 2004 à 2,9 milliards\$ au 31 mai 2005. Le total des autres placements a augmenté de 710 millions\$ pour s'établir à 3 966 millions\$ au 31 mai 2005. Cette hausse provient principalement des flux de trésorerie liés aux entrées nettes de fonds (émissions d'actions moins rachats) et aux bénéfices réalisés, ainsi que de l'appréciation de valeur des portefeuilles d'actions et d'obligations.

L'actif net a augmenté de 722 millions\$ pour atteindre 5 955 millions\$ au 31 mai 2005. La valeur nette par action catégorie A, qui a augmenté de 1,04\$, se chiffre maintenant à 22,41\$.

### VARIATION DE LA VALEUR NETTE PAR ACTION CATÉGORIE A

Exercices terminés les 31 mai  
(en dollars)

	2005	2004 (11 mois)
<b>VALEUR NETTE AU DÉBUT</b>	<b>21,37</b>	<b>20,36</b>
Intérêts et dividendes	0,91	0,65
Gains (pertes) réalisés	0,59	(0,63)
Gains non réalisés	0,03	1,45
Charges d'exploitation	(0,38)	(0,33)
Impôts et taxe sur le capital	(0,08)	(0,09)
<b>AUGMENTATION ATTRIBUABLE À L'EXPLOITATION</b>	<b>1,07</b>	<b>1,05</b>
<b>ÉCART ATTRIBUABLE AUX ÉMISSIONS ET AUX RACHATS D' ACTIONS</b>	<b>(0,03)</b>	<b>(0,04)</b>
<b>VALEUR NETTE À LA FIN</b>	<b>22,41</b>	<b>21,37</b>

### CONVENTIONS COMPTABLES

Tel qu'il est mentionné à la note 3 des états financiers du Fonds, de nouvelles normes comptables émises par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) ont entraîné des modifications aux conventions comptables du Fonds et ont été appliquées de façon prospective à compter du 1<sup>er</sup> juin 2004. Les chiffres comparatifs des états financiers n'ont pas été redressés.

Les modifications aux conventions comptables du Fonds imposées par ces normes sont, entre autres, les suivantes :

#### **Juste valeur des actions cotées**

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2004, le Fonds utilise la cote de clôture pour déterminer la juste valeur de ses titres cotés plutôt que la cote pondérée établie sur une moyenne des cotes de clôture pour une période de 50 jours se terminant à la date du bilan. Au 1<sup>er</sup> juin 2004, ce changement augmente les produits de 3 millions \$ et est présenté à l'état des résultats sous la rubrique *Modifications de conventions comptables*.

#### **Comptabilisation des obligations**

Les obligations sont maintenant comptabilisées à leur juste valeur. Ces dernières étaient évaluées à leur coût non amorti à la fin de l'exercice précédent. Au 1<sup>er</sup> juin 2004, l'impact de cette modification correspond à une augmentation des produits de 27,3 millions \$ et est présenté à l'état des résultats sous la rubrique *Modifications de conventions comptables*.

#### **Provision générale pour pertes**

Le Fonds a aussi revu ses méthodes de détermination de la juste valeur de ses investissements et de ses autres placements. À cet égard, il a abandonné l'utilisation de sa provision générale constituée afin de pourvoir aux pertes non identifiées de façon spécifique, et a révisé les paramètres de la détermination de la juste valeur des investissements. L'impact net de cette révision a entraîné une réduction des produits de 8 millions \$ et est présenté à l'état des résultats sous la rubrique *Modifications de conventions comptables*.

#### **Principe de consolidation**

Le Fonds a adopté, de façon anticipée, la note d'orientation sur les Sociétés de placement « NOC-18 » ainsi que les modifications publiées en décembre 2004. Il a aussi adopté la note d'orientation sur la Consolidation des entités à détenteurs de droits variables « NOC-15 ». L'impact de ces notes d'orientation se traduit par la consolidation des sociétés de placement dont le Fonds est le principal bénéficiaire, ce qui a eu pour effet d'augmenter les produits et les charges d'exploitation de 15,4 millions \$. Cependant, la consolidation n'a eu aucun effet sur le bénéfice net et l'actif net, ni sur le bénéfice et la valeur nette par action catégorie A.

#### **PERSPECTIVES 2005-2006\***

Le Fonds prévoit, pour l'exercice se terminant le 31 mai 2006, un rendement inférieur au rendement réalisé de 5,0% pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mai 2005. Comme il a été anticipé l'an dernier, cette baisse sera essentiellement attribuable à la réduction prévue des rendements sur les marchés boursiers et à l'impact d'une hausse prévue des taux d'intérêt sur le rendement de notre portefeuille obligataire. Par ailleurs, le rendement des titres privés devrait encore s'améliorer au cours du prochain exercice. Le Fonds vise un ratio des charges d'exploitation sur l'actif net moyen de 1,7% pour cet exercice.

Si, aux flux de trésorerie qui proviennent des bénéfices, nous ajoutons l'émission d'actions limitée à environ 625 millions \$ (norme de 60%) et le rachat d'actions d'une valeur estimée à 300 millions \$, l'actif net devrait passer de 6,0 milliards \$ au 31 mai 2005 à 6,4 milliards \$ au 31 mai 2006.

#### **NORME DE 60%**

La norme de 60%, prescrite par la loi constitutive du Fonds, stipule que l'investissement moyen du Fonds dans des entreprises admissibles doit représenter 60% de son actif net moyen de l'exercice précédent, le solde pouvant être placé dans d'autres véhicules financiers afin de diversifier les actifs. La méthode de calcul de cette norme repose sur la valeur des actifs du Fonds qui est tributaire, entre autres, du comportement des marchés financiers et de l'économie en général.

\* Les perspectives mentionnées dans le présent rapport annuel reflètent les attentes actuelles du Fonds quant à des événements futurs, se fondent sur l'information dont le Fonds disposait lors de la préparation du présent rapport et supposent certains risques, incertitudes et hypothèses. Bon nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels du Fonds diffèrent sensiblement des résultats, du rendement ou des réalisations futurs exprimés ou implicites anticipés.

En avril dernier, le budget provincial 2005-2006 a apporté des changements significatifs à nos règles d'investissement, lesquels faciliteront l'atteinte de la norme de 60%. Plus précisément, l'admissibilité a été ainsi élargie pour permettre des investissements dans :

- les entreprises de taille plus importante dont l'actif est inférieur à 100 millions\$ ou dont l'avoir net est inférieur à 50 millions\$ (précédemment 50 millions\$ et 20 millions\$);
- les fonds privés hors Québec, jusqu'à concurrence des montants investis par ces fonds dans des entreprises québécoises;
- les projets importants d'investissement, notamment ceux liés à l'augmentation de la productivité;
- les fonds québécois de capital de risque dont la mission principale est de faire des investissements dans des entreprises québécoises.

Ces changements s'ajoutent à ceux qui ont été annoncés en 2003 et qui augmentaient nos limites de réinvestissement dans des entreprises dont l'actif peut désormais atteindre 350 millions\$ ou l'avoir net, 150 millions\$. De plus, ces changements permettent au Fonds de procéder à des investissements stratégiques dans des entreprises importantes au Québec, dont l'actif est inférieur à 500 millions\$ ou l'avoir net, d'au plus 200 millions\$.

Au 31 mai 2005, la valeur des investissements admissibles s'élevait à 2 730 millions\$ et les investissements moyens admissibles, à 2 695 millions\$, soit 55,6% de l'actif net moyen de l'exercice précédent (31 mai 2004, 56,3%).

Comme le pourcentage minimal de la norme n'a pas été atteint, le Fonds devra plafonner ses émissions d'actions en 2005-2006 pour les souscriptions par voie forfaitaire à 75% de la valeur des actions émises en 2004-2005 pour ces souscriptions. Au total, au cours de l'exercice 2005-2006, la valeur des actions catégorie A émises, donnant droit aux crédits d'impôt pour fonds de travailleurs, devrait être d'environ 625 millions\$. Le Fonds ne prévoit pas atteindre la norme de 60% au 31 mai 2006.

## **POLITIQUE D'INVESTISSEMENT HORS QUÉBEC**

Depuis la mise en vigueur de sa politique d'investissement hors Québec\*, les engagements du Fonds dans différents projets réalisés à l'extérieur du Québec ont totalisé 284,1 millions\$. Au 31 mai 2005, leurs retombées économiques pour le Québec ont atteint 397,8 millions\$ et se sont traduites par la création, le maintien ou la sauvegarde de 4 503 emplois.

Les projets en cours de réalisation au 31 mai 2005, pour lesquels les engagements s'élèvent à 208,8 millions\$, ont généré 299,3 millions\$ en retombées économiques et créé, maintenu ou sauvegardé 3 447 emplois, dont 55,4 millions\$ et 507 emplois pour l'exercice financier 2004-2005.

\* Depuis 1998, le Fonds est autorisé par le ministre des Finances du Québec à investir à l'extérieur du Québec dans la mesure où certaines conditions bien définies sont respectées. Ces conditions stipulent que les projets faisant partie de la Politique d'investissement hors Québec doivent entraîner des retombées économiques significatives pour le Québec, permettant ainsi au Fonds de remplir sa mission de création, de maintien ou de sauvegarde d'emplois au Québec.

## **CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET MARCHÉS FINANCIERS**

L'année 2004 a été marquante à plusieurs égards. Tout d'abord, la croissance économique américaine a été plus vigoureuse que celle anticipée. La consommation des ménages ainsi que les dépenses d'investissement ont contribué, de façon notable, à la force de l'économie. Par conséquent, le niveau des prix à la consommation, aux États-Unis, a connu une hausse significative en raison des prix élevés du pétrole et autres dérivés de l'énergie (gaz naturel, essence et mazout). Au chapitre de l'emploi, la situation s'est améliorée considérablement en 2004. Les pertes d'emplois observées en 2001 et 2002 de même que la situation peu commune de 2003, où il y avait toujours des pertes d'emplois alors que l'économie américaine était en reprise, sont maintenant choses du passé. Dans une telle conjoncture économique, la Réserve fédérale américaine a resserré les conditions monétaires en augmentant les taux d'intérêt à court terme, les faisant passer de 1,0% à 3,0% au 31 mai 2005. De son côté, pour la même période, la Banque du Canada a également procédé à des hausses de taux, mais d'une moins grande amplitude, soit de 2,0% à 2,5%, en raison d'un rythme de croissance plus faible qu'aux États-Unis et des pressions inflationnistes inférieures. Les taux obligataires nord-américains ont diminué au cours de la dernière année, en raison de l'attrait des titres gouvernementaux au détriment des titres de grandes entreprises et de la demande accrue, provenant des caisses de retraite, pour les titres de longue échéance. Ainsi, les taux 10 ans canadiens sont passés de 4,77% à 3,92%.

La croissance des bénéfices des sociétés, en hausse de 25 % au cours de 2004, conjuguée aux taux d'intérêt à long terme à la baisse, a fait en sorte que les marchés boursiers ont connu de très bons résultats au cours de l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mai 2005. Plus spécifiquement, le marché boursier canadien, dont plus du tiers est constitué de titres sensibles à la demande mondiale de ressources naturelles, a su tirer son épingle du jeu. Dans ce contexte de stratégie sectorielle, notre portefeuille d'actions a connu une performance de l'ordre de 20,3 %, tandis que le marché boursier canadien (S&P/TSX composé) a enregistré une performance de 16,2 %, les titres technologiques américains (NASDAQ composé) ont généré un rendement de -4,4 % (+4,1 % en monnaies locales) et le marché boursier mondial (MSCI World) affichait une augmentation de 2,3 % en dollars canadiens (+10,6 % en monnaies locales). Le marché obligataire canadien n'a pas été en reste, puisqu'il a affiché un rendement de 10,3 % devant la baisse des taux d'intérêt à long terme.

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Comme l'économie américaine a connu un rythme de croissance plus accentué en 2004, on pourrait s'attendre à un ralentissement de la croissance économique américaine au cours des prochains mois. Les hausses de taux d'intérêt orchestrées par la Réserve fédérale américaine depuis maintenant un an devraient freiner l'ardeur des consommateurs et des entreprises. De plus, certains indicateurs américains démontrent, depuis le début de 2005, des signes de ralentissement, notamment dans le secteur manufacturier. Les indices de confiance, tant ceux des consommateurs que ceux des dirigeants d'entreprise, montrent que l'optimisme est moins grand qu'en décembre 2004. Les mesures fiscales destinées aux ménages ainsi qu'aux entreprises et instaurées à partir de 2002 afin de relancer l'économie américaine viendront progressivement à échéance à partir de 2005, et leurs impacts sur l'économie devraient diminuer. De plus, la détérioration du compte courant devrait se poursuivre, puisqu'une bonne partie de la consommation américaine est financée par les étrangers et que le taux d'épargne domestique frôle le 0 %. Enfin, les perspectives de croissance économique outre-mer pourraient limiter le potentiel du commerce extérieur américain. Ainsi, l'Europe révisé constamment à la baisse ses prévisions économiques, le chômage demeure élevé et l'Italie est actuellement en récession. Quant au Japon, après une bonne année 2004 sur le plan économique en raison d'un secteur extérieur vigoureux, il renouerait avec la morosité, puisque la demande intérieure demeure fragile.

Le ralentissement de la croissance économique aura sûrement un effet à la baisse sur la demande mondiale et sur le prix de différents produits comme le cuivre, l'aluminium et le nickel. Cependant, le rythme de croissance de la demande mondiale de pétrole et de gaz naturel devrait demeurer élevé au cours des prochaines années. Par conséquent, les prix à la consommation devraient diminuer mais certains facteurs, dont l'énergie, viendront limiter cette baisse. De plus, la croissance des importations de biens chinois poussera les entreprises occidentales à réduire leurs coûts de production pour demeurer concurrentielles, les limitant dans toute tentative visant à refiler au consommateur les hausses de prix de certaines ressources.

Cette baisse de régime au chapitre de la croissance de l'économie américaine signifie que l'économie canadienne devrait croître à un rythme oscillant entre 2,5 % et 3,0 % en 2005. Le commerce extérieur, affecté négativement par la force du dollar canadien, devrait offrir une contribution réduite au produit intérieur brut (PIB) canadien. Les ménages canadiens, dont la santé financière se détériore, devraient tout de même participer activement à la croissance de l'économie. De plus, on pourrait s'attendre à un rythme modéré des dépenses d'investissement des entreprises en raison de perspectives réduites au chapitre de la croissance des bénéfices des sociétés qui devraient connaître une progression de 5 % à 10 % au cours des 12 prochains mois.

Les taux d'intérêt à long terme, qui devraient augmenter légèrement par rapport aux bas niveaux du 31 mai 2005, conjugués à la croissance modérée des bénéfices, devraient tisser une toile de fond à partir de laquelle les marchés boursiers ne seront pas en mesure de générer un rendement satisfaisant pour l'exercice financier se terminant en mai 2006. L'ensemble de ces perspectives économiques et financières pourrait être revu en fonction de certains éléments de risque, notamment les tensions commerciales entre la Chine, les États-Unis et l'Europe. À cet égard, l'élaboration de certaines mesures protectionnistes de la part des États-Unis pourrait avoir des répercussions néfastes sur la croissance économique mondiale et sur l'échiquier financier international.

## IMPACTS SUR LES ACTIVITÉS ET LA STRATÉGIE DU FONDS

Compte tenu de ces prévisions, nous avons mis en place une stratégie permettant d'amoindrir l'impact des hausses prévues des taux d'intérêt sur notre portefeuille obligataire, qui représente 43% de l'actif du Fonds. Étant donné la protection que cette stratégie procure, nous devons concéder une partie de la hausse des prix des obligations de notre portefeuille advenant une baisse des taux d'intérêt. Cette stratégie se veut une réponse aux attentes de nos actionnaires afin d'éviter une baisse du prix de l'action.

En fonction des perspectives économiques et financières et de nos stratégies d'investissement, nous pouvons anticiper un rendement annuel entre 3% et 4% au cours des prochaines années. Ce rendement ne tient pas compte des crédits d'impôt accordés à l'actionnaire lors de l'achat des actions du Fonds.

## VISION ET PRIORITÉS

Afin de réaliser sa mission, le Fonds s'est doté d'une vision permettant à tous ses effectifs de travailler à un objectif commun. Répartie sur un horizon à moyen terme, cette vision se décrit comme suit :

**Prioriser la création et le maintien d'emplois de même que le rendement à nos actionnaires  
en devenant le meilleur partenaire des entreprises à impact économique québécois.**

Notre objectif est d'encourager l'épargne des Québécoises et des Québécois pour la retraite et de créer et maintenir des emplois en établissant des relations d'affaires rentables avec des entreprises qui ont un impact économique québécois. Un de nos défis est la création de valeur pour nos actionnaires tout en maintenant un sain équilibre entre notre croissance et notre capacité d'investir, conformément à notre mission. Par conséquent, nous visons à obtenir un rendement net des charges d'exploitation acceptable tout en veillant à la protection du capital de nos actionnaires.

Pour l'exercice 2005-2006, nous nous concentrerons sur les priorités suivantes :

### **Accroître le volume de nos investissements à impact économique québécois et résorber progressivement le déficit de la norme de 60%**

#### *Nos principales actions :*

saisir les occasions d'affaires exceptionnelles liées au contexte concurrentiel, exploiter les pistes d'augmentation de volume rentable, satisfaire les besoins des entreprises et revoir le processus de désinvestissements.

### **Poursuivre l'amélioration continue du service aux actionnaires et du service aux employeurs**

#### *Nos principales actions :*

développer des outils « en ligne » afin de personnaliser le service, optimiser les processus de travail et poursuivre la démarche du chantier « Qualité du service » en y intégrant l'assurance qualité.

### **Offrir des produits plus attrayants afin de créer de la valeur ajoutée pour nos partenaires**

#### *Nos principales actions :*

développer et offrir de nouveaux produits financiers et des outils de gestion et mettre le capital humain du Fonds au service des entreprises partenaires.

### **Poursuivre le développement pour une croissance soutenue de l'épargne systématique de nos actionnaires**

#### *Nos principales actions :*

poursuivre le développement de la retenue sur le salaire dans les milieux syndiqués et non syndiqués, le ciblage et les démarches envers les marchés non traditionnels et mettre en place des approches marketing visant la fidélisation des actionnaires.

### **Procurer un rendement acceptable à nos actionnaires**

#### *Nos principales actions :*

aider nos partenaires à relever les défis engendrés par le contexte économique et les soutenir dans leurs plans de croissance, poursuivre la vigie afin d'optimiser la diversification du portefeuille, mettre en place des outils de gestion du risque et respecter notre budget de charges d'exploitation.

## Accroître l'efficacité de l'organisation ainsi que la mobilisation de nos employés et de nos responsables locaux

### Nos principales actions :

soutenir le projet d'amélioration des processus d'affaires stratégiques du Fonds, poursuivre le développement de nos outils de gestion et mettre l'accent sur les activités de développement, de formation et de reconnaissance des employés, tant des syndiqués que des gestionnaires et des responsables locales et responsables locaux (RL).

## Faire de la Fondation de la formation économique un service à valeur ajoutée pour nos partenaires

### Nos principales actions :

déployer de nouveaux programmes de formation, renforcer les liens de coopération de la Fondation avec ses collaborateurs et poursuivre le déploiement du programme de formation destiné au réseau des RL.

## Nous adapter à l'évolution du contexte réglementaire

### Nos principales actions :

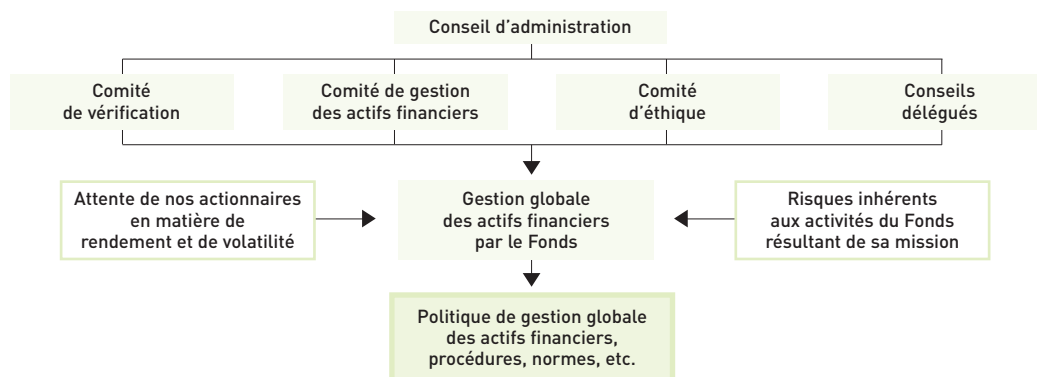
assurer une vigie des projets de loi et des règles, notamment en ce qui a trait aux valeurs mobilières et, au besoin, faire valoir la réalité spécifique du Fonds ; mettre également en place un processus visant à répondre aux nouvelles exigences en matière de contrôle interne et de divulgation financière.

## GESTION DES RISQUES

### INTRODUCTION

Nos actifs financiers sont gérés de façon intégrée et globale. Notre but est d'optimiser le rapport rendement/risque, tout en respectant la mission du Fonds et afin de permettre à nos actionnaires d'atteindre leurs objectifs.

La gestion des risques étant une composante essentielle de la gestion globale des actifs financiers, le Fonds s'est muni d'un cadre de gestion visant à assurer que les décisions opérationnelles tiennent compte du niveau du risque acceptable établi.



Au cours de l'exercice se terminant le 31 mai 2005, notre approche de gestion de risque n'a pas subi de changements significatifs dans les principes. Elle nous a toutefois amenés à protéger 1,7 milliard \$ d'obligations contre les conséquences d'une hausse des taux d'intérêt.

### GOVERNANCE DES RISQUES

Notre structure de gouvernance, sur le plan des risques, comprend un ensemble de politiques approuvées par le conseil d'administration. Les politiques, normes et procédures sont constamment réévaluées afin d'assurer les meilleures pratiques qui soient.

Parmi ces règles, l'une des plus importantes est la politique de gestion globale des actifs financiers. Cette politique définit la répartition cible des actifs financiers qui permet au Fonds de remplir sa mission tout en investissant de façon prudente grâce à une saine diversification. La politique fixe également les balises à l'intérieur desquelles les gestionnaires et les professionnels doivent exercer leurs fonctions pour bien remplir leur mandat.

Le conseil d'administration du Fonds est responsable, notamment, de l'adoption des politiques et des procédures qui visent la gestion des risques. Dans ce cadre, il délègue une partie de ses responsabilités aux comités suivants :

#### Comité de vérification

Ce comité recommande pour approbation par le conseil d'administration les états financiers vérifiés, s'enquiert des contrôles internes et formule des commentaires. Il s'assure de la conformité du Fonds aux lois, règlements et ententes régissant ses opérations qui ont une incidence financière significative.

#### Comité de gestion des actifs financiers

Ce comité est responsable de la mise en œuvre et du respect de la politique de gestion globale des actifs financiers. Son principal mandat est d'assurer la coordination et l'arrimage de la gestion de ces actifs. À ce titre, il recommande au conseil d'administration la vision financière et les orientations en matière de gestion des actifs financiers. Il s'assure également du suivi de la performance ainsi que de l'évolution du rapport rendement/risque.

#### Comité d'éthique

Ce comité veille à l'application du code d'éthique du Fonds. Ce code définit, entre autres, les règles de conduite des employés, des dirigeants et des administrateurs afin d'éviter, par exemple, les situations de conflit d'intérêts. Le code proscrit l'utilisation d'un avantage, d'une information ou d'un intérêt quelconque relié au Fonds et qui serait incompatible avec leurs fonctions et responsabilités.

#### Conseils délégués

En plus du conseil d'administration, des conseils délégués, comme le comité exécutif, et des conseils créés pour les secteurs Redressement et Investissements technologiques assurent les décisions relatives aux investissements.

### GESTION GLOBALE DES RISQUES

Dans la poursuite de ses activités, le Fonds s'expose au risque de marché, au risque de crédit et de contrepartie, au risque de liquidité et au risque lié à l'exploitation.

- **Risque de marché**

Le risque de marché est inhérent à la participation du Fonds aux marchés financiers.

De façon plus précise, ce risque est lié à l'incidence négative que l'état des marchés peut avoir sur le bilan ou l'état des résultats, ainsi qu'aux variations de certains paramètres du marché qui peuvent causer des fluctuations à la baisse de la valeur des actifs financiers. Les actifs financiers du Fonds sont sensibles à une variation des taux d'intérêt du marché obligataire et au cours des actions cotées.

Le Fonds gère ces risques en répartissant ses actifs financiers dans plusieurs catégories d'actifs (encaisse, obligations, actions privilégiées, participation dans des sociétés privées, actions cotées) et en diversifiant les secteurs d'activité économique dans lesquels il s'engage (sciences de la vie, services financiers, produits et services industriels, etc.). La politique de gestion globale des actifs financiers fixe les balises, les procédures et les contrôles qui permettent de s'assurer que le profil rendement/risque visé est respecté sur une base opérationnelle.

### SENSIBILITÉ DU RENDEMENT DU FONDS AU RISQUE DE MARCHÉ

(en fonction de l'actif net aux 31 mai)

(en pourcentage)

	2005	2004
Augmentation de 1 % des taux d'intérêt du marché obligataire	(1,6)*	(2,9)
Diminution de 1 % des taux d'intérêt du marché obligataire	1,2*	2,9
Augmentation de 10 % des marchés boursiers	2,6	2,6
Diminution de 10 % des marchés boursiers	(2,6)	(2,6)

\* Depuis la fin de l'année 2004, le Fonds a implanté une stratégie de couverture à l'aide de produits dérivés visant à diminuer la sensibilité du rendement du Fonds aux mouvements de hausse des taux d'intérêt. Cette stratégie a permis de diminuer d'environ 47% les risques liés aux mouvements de hausse de taux. Par contre, l'évolution à la baisse des taux d'intérêt au cours du dernier semestre a causé un manque à gagner de 35,7 millions \$ que nous prévoyons récupérer au cours du prochain exercice financier.

- **Risque de crédit et de contrepartie**

Le Fonds est exposé au risque de crédit en raison, principalement, de ses activités dans le domaine du capital de développement liées à sa mission. En ce qui concerne les activités de placements, ce risque est moindre.

Le risque de crédit est lié à l'éventualité d'une perte financière dans le cas où une entreprise partenaire, un émetteur ou une contrepartie à une transaction n'honorerait pas ses engagements.

Le Fonds gère ce risque grâce à la politique de gestion globale des actifs financiers, en fixant des balises annuelles par secteur d'activité économique. Dans le cas du portefeuille de placements, des critères stricts, qui concernent la cote de crédit des émetteurs et des contreparties jumelées à des limites d'exposition par emprunteur ou contrepartie, fournissent une bonne assurance contre les risques de défaut de paiement.

Au cours des dernières années, le premier vice-président aux investissements a mis sur pied des équipes multidisciplinaires et un comité de vérification diligente qui veillent à ce que le niveau de risque de crédit soit acceptable pour le Fonds. De plus, dans le but de faire face aux situations plus difficiles, la vice-présidence principale redressement et mandats spéciaux suit très étroitement les dossiers qui présentent des risques de crédit accrus.

## IMPACT DU RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE SUR LE FONDS

(en pourcentage de l'actif net aux 31 mai)

	2005	2004
Poids des cinq plus importantes participations (investissements)	10,9	9,7
Poids des cinq plus importants émetteurs ou contreparties (placements)	30,3*	30,2

\* De ce pourcentage, les gouvernements québécois, canadien et des autres provinces canadiennes représentent 28,4 % (27,1 % au 31 mai 2004).

- **Risque de liquidité**

Le Fonds doit honorer quotidiennement certaines sorties de fonds. Il y a sortie de fonds principalement au moment du rachat par le Fonds d'actions catégorie A détenues par des actionnaires et au moment d'effectuer des investissements dans des entreprises.

Le risque de liquidité est donc lié à la possibilité de subir une perte si le Fonds n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers lorsqu'ils arrivent à échéance.

La loi constitutive du Fonds fait en sorte qu'une partie des actifs financiers peut être investie dans des titres négociables selon un marché organisé (offrant la possibilité d'obtenir facilement des liquidités). De plus, la valeur annuelle des émissions d'actions catégorie A du Fonds surpasse actuellement les rachats, et cette situation devrait se maintenir au cours des prochaines années.

Au 31 mai 2005, le ratio d'actifs financiers liquides en pourcentage des actifs financiers était de 66,2 % (65,6 % au 31 mai 2004).

- **Risque lié à l'exploitation**

Le risque de subir des pertes à la suite de l'inadéquation ou de l'échec de certains processus mis en place, ou à cause de problèmes liés à la technologie, de facteurs humains ou d'événements externes, constitue le risque d'exploitation, qui comprend également le risque juridique.

Le Fonds s'assure de la mise en place et du respect des politiques, des normes et des procédures, et surveille de façon permanente l'évolution du risque d'exploitation. Au Fonds, les principes directeurs sous-jacents à la gestion de ce risque sont les suivants :

- personnel compétent et bien formé ;
- séparation des fonctions incompatibles et délégation des pouvoirs décisionnels ;
- encadrement du développement technologique et de la sécurité de l'information ;
- processus de planification de la reprise des activités advenant une interruption des affaires ;
- détermination et évaluation des risques au moment de l'introduction de nouveaux produits ou de nouvelles activités.

Afin de diversifier sa gestion des actifs financiers, le Fonds fait appel à des gestionnaires externes spécialisés et effectue des prises de participation dans des fonds spécialisés.

Quand cela est approprié, le Fonds souscrit une assurance qui permet de transférer certaines composantes du risque d'exploitation à des assureurs.

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité du conseil d'administration, qui délègue à la direction la responsabilité de les préparer.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité relativement aux états financiers consolidés surtout par l'entremise du comité de vérification, formé uniquement d'administrateurs ne faisant pas partie du personnel du Fonds. Les vérificateurs mandatés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le comité de vérification, en présence ou en l'absence de la direction.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité concernant l'exactitude et la fiabilité de l'information financière, la direction dispose d'un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les informations financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour l'établissement des états financiers consolidés, et que les éléments d'actif du Fonds sont convenablement comptabilisés et préservés.

Ces états financiers consolidés, vérifiés par Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l., comptables agréés, et Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L., comptables agréés, présentent l'information financière disponible au 22 juin 2005 et ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers consolidés du Fonds qui ont été approuvés par le conseil d'administration.

Le premier vice-président aux finances,



Michel Pontbriand, CA  
Montréal, le 22 juin 2005

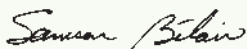
## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.),

Nous avons vérifié les bilans consolidés du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) aux 31 mai 2005 et 2004 et les états consolidés des résultats, des évolutions de l'actif net et des flux de trésorerie pour les exercices de 12 et 11 mois respectivement terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondage des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds aux 31 mai 2005 et 2004 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices de 12 et 11 mois respectivement terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



*Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.*  
Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.  
Comptables agréés



Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.  
Comptables agréés

Montréal, le 22 juin 2005

# BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 mai

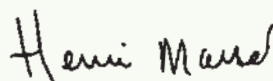
(en milliers, sauf la valeur nette par action)

	2005 \$	2004 (note 3) \$
<b>ACTIF</b>		
Investissements (notes 3 et 4)	2 112 686	2 173 789
Autres placements (notes 3 et 5)	3 965 860	3 255 984
Débiteurs et autres actifs	108 592	144 792
Encaisse	21 423	3 593
Immobilisations (note 7)	71 800	73 408
Impôts sur les bénéfiques	19 010	-
Impôts futurs (note 12)	2 408	-
	<b>6 301 779</b>	<b>5 651 566</b>
<b>PASSIF</b>		
Emprunts (note 8)	69 874	234 678
Créditeurs	250 915	144 461
Impôts sur les bénéfiques	-	36 221
Impôts futurs (note 12)	-	2 907
Participations minoritaires (note 3)	25 787	-
	<b>346 576</b>	<b>418 267</b>
<b>ACTIF NET</b>	<b>5 955 203</b>	<b>5 233 299</b>
Nombre d'actions catégorie A en circulation	264 845	243 946
<b>VALEUR NETTE PAR ACTION CATÉGORIE A</b>	<b>22,41</b>	<b>21,37</b>
Éventualités (note 10)		

Au nom du conseil d'administration,



Pierre Genest, administrateur



Henri Massé, administrateur

# RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 mai  
(en milliers, sauf le bénéfice par action)

	2005 (12 mois)	2004 (11 mois) (note 3)
	\$	\$
<b>PRODUITS</b> (note 3)		
Produits réalisés		
Intérêts (note 11)	191 987	125 037
Dividendes	38 788	27 634
Gain (perte) sur cessions de placements	148 531	(147 960)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	(15 372)	342 262
Modifications de conventions comptables (note 3)	22 331	-
	<b>386 265</b>	<b>346 973</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b> (notes 3 et 11)		
Frais corporatifs	26 377	25 506
Frais d'investissements et de placements	38 744	21 764
Frais de développement et d'administration de l'actionariat et formation économique	26 153	25 208
Taxe sur le capital	8 111	7 792
Amortissement des immobilisations	5 822	6 657
	<b>105 207</b>	<b>86 927</b>
<b>BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS ET PARTICIPATIONS MINORITAIRES</b>	<b>281 058</b>	<b>260 046</b>
Impôts (note 12)	11 685	12 700
<b>BÉNÉFICE AVANT PARTICIPATIONS MINORITAIRES</b>	<b>269 373</b>	<b>247 346</b>
Participations minoritaires	(1 678)	-
<b>BÉNÉFICE NET</b>	<b>271 051</b>	<b>247 346</b>
Nombre moyen pondéré d'actions catégorie A	253 571	235 269
<b>BÉNÉFICE PAR ACTION CATÉGORIE A</b>	<b>1,07</b>	<b>1,05</b>

## ÉVOLUTIONS DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉES

Exercices terminés les 31 mai  
(en milliers)

	Capital-actions (note 9)			
	Catégorie A			
	Série 1		Série 2	
2005 (12 mois)	Nombre	\$	Nombre	\$
<b>ACTIF NET AU 1<sup>er</sup> JUIN 2004</b>	<b>240 637</b>	<b>4 940 648</b>	<b>3 309</b>	<b>66 598</b>
Émissions d'actions*	32 167	694 408	560	12 046
Bénéfice net réalisé				
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée				
Rachats d'actions	(11 533)	(241 005)	(295)	(5 979)
	20 634	453 403	265	6 067
Virement (note 9)		195 000		
Variation nette	20 634	648 403	265	6 067
<b>ACTIF NET AU 31 MAI 2005</b>	<b>261 271</b>	<b>5 589 051</b>	<b>3 574</b>	<b>72 665</b>
2004 (11 mois) (note 3)				
<b>ACTIF NET AU 1<sup>er</sup> JUILLET 2003</b>	<b>222 889</b>	<b>5 099 013</b>	<b>3 067</b>	<b>61 605</b>
Émissions d'actions*	26 663	544 126	497	10 122
Perte nette réalisée				
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée				
Rachats d'actions	(8 915)	(202 491)	(255)	(5 129)
	17 748	341 635	242	4 993
Réduction du capital émis et payé (note 9)		(500 000)		
Virement (note 9)				
Variation nette	17 748	(158 365)	242	4 993
<b>ACTIF NET AU 31 MAI 2004</b>	<b>240 637</b>	<b>4 940 648</b>	<b>3 309</b>	<b>66 598</b>

\* Les émissions comprennent 700 millions\$ (2004, 550 millions\$) d'actions donnant droit aux crédits d'impôt respectant ainsi la limite imposée (voir note 1) et 6 454 000\$ (2004, 4 248 000\$) d'actions émises principalement en remplacement des actions rachetées dans le cadre du Régime d'accession à la propriété (RAP).

Capital-actions (note 9)						
Catégorie G	Total	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis (déficit)			Total
Nombre et \$	\$	\$	Réalisés \$	Non réalisés \$	Total \$	\$
20 125	5 027 371	368 883	-	(162 955)	(162 955)	5 233 299
	706 454*					706 454*
			264 092		264 092	264 092
				6 959	6 959	6 959
	(246 984)		(8 617)		(8 617)	(255 601)
-	459 470	-	255 475	6 959	262 434	721 904
	195 000		(195 000)		(195 000)	-
-	654 470	-	60 475	6 959	67 434	721 904
20 125	5 681 841	368 883	60 475	(155 996)	(95 521)	5 955 203
20 125	5 180 743	14 414	(69 759)	(505 217)	(574 976)	4 620 181
	554 248*					554 248*
			(94 916)		(94 916)	(94 916)
				342 262	342 262	342 262
	(207 620)	19 259	(115)		(115)	(188 476)
-	346 628	19 259	(95 031)	342 262	247 231	613 118
	(500 000)	500 000				-
		(164 790)	164 790		164 790	-
-	(153 372)	354 469	69 759	342 262	412 021	613 118
20 125	5 027 371	368 883	-	(162 955)	(162 955)	5 233 299

## FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 mai  
(en milliers)

	2005 (12 mois) \$	2004 (11 mois) (note 3) \$
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Rentrées de fonds – produits de placements et autres	223 263	148 412
Sorties de fonds – fournisseurs et rémunération	(92 397)	(74 139)
Impôts versés	(15 402)	(9 517)
	<b>115 464</b>	<b>64 756</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Emprunts	144 195	20 726
Remboursement d'emprunts	(78 663)	(56 218)
Émissions d'actions	706 454	554 248
Actions rachetées	(256 433)	(183 443)
Participations minoritaires	1 388	-
	<b>516 941</b>	<b>335 313</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION ET DE FINANCEMENT</b>	<b>632 405</b>	<b>400 069</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'investissements	(813 952)	(515 480)
Produits de cessions d'investissements	625 401	398 360
Acquisitions d'autres placements	(7 379 143)	(5 176 029)
Produits de cessions d'autres placements	6 948 038	4 887 181
Acquisitions d'immobilisations	(4 428)	(1 866)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(624 084)</b>	<b>(407 834)</b>
<b>ENCAISSE AU DÉBUT DES SOCIÉTÉS DE PLACEMENT CONSOLIDÉES</b>	<b>9 509</b>	<b>-</b>
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ENCAISSE</b>	<b>17 830</b>	<b>(7 765)</b>
<b>ENCAISSE AU DÉBUT</b>	<b>3 593</b>	<b>11 358</b>
<b>ENCAISSE À LA FIN</b>	<b>21 423</b>	<b>3 593</b>

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

Aux 31 mai 2005 et 2004

## 1. LOI CONSTITUTIVE

### Statuts et objectifs du Fonds

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (le « Fonds »), constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec, est une compagnie à fonds social ayant pour objectifs :

- a) de faire des investissements dans des entreprises québécoises et de leur fournir des services dans le but de créer, maintenir ou sauvegarder des emplois ;
- b) de faire des investissements dans des entreprises dont l'activité, à l'extérieur du Québec, a un impact sur l'augmentation ou le maintien du niveau d'emploi ou d'activité économique au Québec ;
- c) de favoriser la formation des travailleurs et travailleuses dans le domaine de l'économie et de leur permettre d'accroître leur influence sur le développement économique au Québec ;
- d) de stimuler l'économie québécoise par des investissements stratégiques qui profiteront aux travailleurs et travailleuses ainsi qu'aux entreprises québécoises ;
- e) de favoriser le développement des entreprises québécoises en invitant les travailleurs et travailleuses à participer à ce développement par la souscription aux actions du Fonds.

Pour ce faire, le Fonds vise à concentrer la majeure partie de ses investissements dans des placements non garantis, principalement dans des petites et moyennes entreprises (PME), en répondant prioritairement aux demandes provenant des entreprises dont les employés sont syndiqués affiliés à la FTQ et en élaborant des stratégies d'interventions sectorielles. En règle générale, la participation du Fonds dans des projets vise à demeurer minoritaire.

### Norme de 60 %

Le Fonds peut faire des investissements dans toute entreprise, avec ou sans garantie. Toutefois, au cours de chaque exercice financier, la part des investissements du Fonds dans des entreprises admissibles, qui ne comporte aucune garantie doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen du Fonds pour l'exercice précédent.

Le pourcentage des investissements moyens admissibles au regard de l'actif net moyen de l'exercice précédent s'élève à 55,6 % (2004, 56,3 %).

Aux 31 mai 2005 et 2004, le Fonds ne respectait pas la norme de 60 %. Cette situation oblige le Fonds à limiter ses émissions d'actions au cours de l'exercice financier à 75 % de la valeur totale des actions émises au cours de l'exercice précédent, à l'exception des actions acquises par retenue sur le salaire et par les contributions de l'employeur prévues aux conventions conclues en fin d'exercice précédent, qui ne sont pas touchées par cette contrainte. Pour l'exercice qui se terminera le 31 mai 2006, la norme de 60 % limite le Fonds à des émissions d'actions d'une valeur totale d'environ 625 millions \$.

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2005, le ministre des Finances du Québec avait plafonné à 700 millions \$ la valeur totale des actions pouvant être émises par le Fonds. Le Fonds a respecté le plafond imposé par le ministre.

### Changement de fin d'exercice

Le conseil d'administration du Fonds a approuvé le changement de la date de fin d'exercice du Fonds du 30 juin au 31 mai, et ce, à compter du 31 mai 2004.

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### Principe de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes du Fonds et des sociétés de placement qui sont des filiales ou des entités à détenteurs de droits variables dont le Fonds est le principal bénéficiaire.

### Utilisation d'estimations

Pour préparer des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses, notamment dans l'évaluation des investissements et autres placements, qui influent sur les montants figurant dans les états financiers consolidés. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

### Évaluation des instruments financiers

Tous les investissements et autres placements sont évalués à la juste valeur établie de la façon suivante :

#### a) Instruments financiers non cotés

Les titres non cotés sont constitués d'actions, de parts de sociétés, de prêts et avances, de garanties et cautionnements et de titres du marché monétaire. Ces instruments financiers sont évalués selon des techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat et la capitalisation ou l'actualisation des flux de trésorerie. Les titres de fonds de fonds de couverture sont évalués à la valeur établie par leurs gestionnaires respectifs à la date la plus rapprochée de la fin de l'exercice du Fonds.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

Aux 31 mai 2005 et 2004

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### Évaluation des instruments financiers (suite)

#### b) Instruments financiers cotés

Les titres cotés sont constitués d'actions, de parts de sociétés et d'obligations. Ces instruments financiers sont évalués à la cote de clôture. Lorsque exceptionnellement, la cote de clôture ne reflète pas adéquatement la juste valeur, ces titres sont alors évalués selon des techniques d'évaluation appropriées dont, entre autres, les méthodes établies pour les titres non cotés.

#### c) Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de ses activités d'investissement et de placement, le Fonds utilise certains instruments financiers dérivés afin, principalement, de se protéger contre les risques liés aux variations des taux d'intérêt, des devises et des fluctuations boursières. Les instruments financiers dérivés autorisés en vertu de la politique de gestion globale des actifs financiers sont :

- options d'achat ou de vente ;
- contrats de swaps ;
- contrats à terme.

Ces instruments financiers dérivés sont évalués selon des techniques d'évaluation appropriées comprenant, entre autres, l'utilisation de cotes de clôture ou de modèles d'évaluation d'options.

Pour tous les autres actifs et passifs financiers dont la juste valeur n'a pas été expressément divulguée, la valeur comptable se rapproche de la juste valeur.

#### Prêts de titres

Afin de dégager des produits supplémentaires, le Fonds effectue des opérations de prêts de titres sur son portefeuille de valeurs à court terme, d'actions et d'obligations. Ces produits sont présentés sous Produits d'honoraires et autres produits à la note 11.

#### Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée probable de vie utile selon les méthodes et les taux annuels suivants :

	Méthodes	Taux
Bâtisses	linéaire	2,5 %
Mobilier et équipement de bureau	solde décroissant	20,0 %
Équipement et développement informatique	linéaire	25,0 % et 33,3 %

Les immobilisations sont soumises à un test de recouvrement lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leurs valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

#### Constatation des produits

##### a) Dividendes

Les dividendes non cumulatifs sont comptabilisés à la date de leur déclaration et les dividendes cumulatifs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

##### b) Primes et escomptes

Jusqu'au 31 mai 2004, les primes et les escomptes sur les obligations étaient amortis à titre de produits d'intérêts selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance. Depuis cette date, les primes et les escomptes ne sont plus amortis, car les obligations sont comptabilisées à leur juste valeur.

##### c) Gains et pertes sur cessions de placements

Les gains et les pertes résultant de la cession de placements et d'investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de cession et le coût moyen sans égard à la plus-value ou moins-value non réalisée comptabilisée au cours des exercices antérieurs, laquelle est renversée et prise en compte dans *Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée*.

##### d) Instruments financiers dérivés

Les gains et les pertes réalisés et non réalisés relatifs aux instruments financiers dérivés sont constatés à l'état des résultats.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

Aux 31 mai 2005 et 2004

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### Avantages sociaux futurs

Le coût des prestations de retraite gagnées et des avantages complémentaires de retraite des employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des actifs des régimes, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés et les coûts des soins de santé.

Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.

L'excédent du gain actuariel net (de la perte actuarielle nette) sur 10% de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10% de la juste valeur des actifs du régime, si ce dernier montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs couverts par les régimes se situe entre 10 et 16,4 années pour 2005 et 2004.

Le coût à l'instauration du régime d'assurance individuel est amorti, selon la méthode linéaire, sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs.

### Conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les produits et les charges en devises sont convertis au taux de change à la date de la transaction. Les gains et les pertes de change sont constatés à l'état des résultats.

### Impôts sur les bénéfiques

Le Fonds utilise la méthode de l'actif et du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfiques. En vertu de cette méthode, des impôts futurs sont constatés en fonction des conséquences fiscales prévues des écarts entre la valeur comptable des éléments du bilan et leur valeur fiscale, en utilisant les taux d'imposition en vigueur et pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts se résorberont.

## 3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Les modifications de conventions comptables suivantes relatives aux principes comptables généralement reconnus et aux sociétés de placement ont été appliquées de façon prospective à compter du 1<sup>er</sup> juin 2004 et les chiffres comparatifs n'ont pas été redressés.

### Principes comptables généralement reconnus

Le 1<sup>er</sup> juin 2004, le Fonds a adopté prospectivement les exigences du chapitre 1100, *Principes comptables généralement reconnus* du manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés «ICCA». Ce chapitre établit des normes de communication de l'information financière en conformité avec les principes comptables généralement reconnus, et précise quelles sources consulter pour choisir les conventions comptables à employer et pour déterminer l'information à fournir dans le cas où un sujet n'est pas traité explicitement dans les sources premières des principes comptables généralement reconnus. L'application de cette nouvelle norme élimine certaines pratiques qui pouvaient être appliquées dans une industrie en particulier.

Le Fonds a alors revu ses méthodes de détermination de la juste valeur de ses investissements et de ses autres placements. Ainsi au 1<sup>er</sup> juin 2004, une diminution des produits de 5 millions\$ est présentée aux résultats sous *Modifications de conventions comptables*. Cette diminution est causée par l'abandon de l'utilisation de la provision générale afin de pourvoir aux pertes non identifiées de façon spécifique augmentant ainsi les produits de 91 millions\$ et la révision des paramètres de la détermination de la juste valeur des investissements réduisant ainsi les produits de 99 millions\$. De plus, le Fonds utilise maintenant la cote de clôture pour déterminer la juste valeur de ses titres cotés au lieu de la cote pondérée établie selon une moyenne des cotes de clôture pour une période de cinquante jours se terminant à la date du bilan augmentant ainsi les produits de 3 millions\$.

Les fonds pour garanties et cautionnements, les fonds engagés mais non déboursés et les fonds réservés pour le remboursement des emprunts ne sont plus présentés distinctement au bilan. De plus, le relevé consolidé des investissements au coût est dorénavant disponible sur le site Internet du Fonds.

### Sociétés de placement

Le Fonds a adopté, de façon anticipée, la note d'orientation sur les *Sociétés de placement* «NOC-18» ainsi que les modifications publiées en décembre 2004. Celle-ci établit les critères permettant de déterminer si une entreprise est une société de placement. Elle précise que les placements détenus par une société de placement doivent être comptabilisés à la juste valeur. Par contre, les sociétés de placement qui sont des entités à détenteurs de droits variables dont le Fonds est le principal bénéficiaire (selon la note d'orientation sur la *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* «NOC-15») ou des filiales doivent être consolidées. Au 31 mai 2004, ces sociétés n'étaient pas consolidées.

Les obligations détenues par le Fonds sont maintenant comptabilisées à leur juste valeur. Ces dernières étaient évaluées à leur coût non amorti. Au 1<sup>er</sup> juin 2004, l'impact de cette modification correspond à une augmentation des produits de 27,3 millions\$ présenté à l'état des résultats sous *Modifications de conventions comptables*.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

Aux 31 mai 2005 et 2004

### 3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

#### Sociétés de placement (suite)

La consolidation des sociétés de placement a eu pour effet de réduire les investissements de 215 millions\$ au 1<sup>er</sup> juin 2004, les emprunts de 232 millions\$ et de créer des participations minoritaires de 26 millions\$. De plus, pour l'exercice terminé le 31 mai 2005, elle a augmenté les produits et les charges d'exploitation de 15,4 millions\$. Elle n'a, cependant, eu aucun impact sur le bénéfice net et l'actif net ainsi que sur le bénéfice et la valeur nette par action catégorie A.

#### Avantages sociaux futurs

Le Fonds a adopté les nouvelles recommandations concernant l'information à fournir à l'égard des avantages sociaux futurs pour les exercices 2005 et 2004 en vertu du chapitre 3461 du manuel de l'ICCA.

### 4. INVESTISSEMENTS

(en milliers)	2005		2004	
	Coût \$	Juste valeur \$	Coût \$	Juste valeur \$
Non garantis				
Actions et parts cotées	574 201	634 580	553 364	654 488
Actions et parts non cotées	1 020 112	808 198	1 354 218	1 121 202
Prêts et avances	720 450	633 458	440 461	343 357
Garantis				
Prêts et avances	38 172	34 011	39 924	49 739
	2 352 935	2 110 247	2 387 967	2 168 786
Instrument financiers dérivés		2 439		5 003
	2 352 935	2 112 686	2 387 967	2 173 789

Les ententes d'investissements peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Le Fonds détient des investissements d'une juste valeur de 115,6 millions\$ (2004, 171,9 millions\$) en devises étrangères principalement américaines.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

Aux 31 mai 2005 et 2004

## 4. INVESTISSEMENTS (SUITE)

### Risque de taux d'intérêt

Échéance  (en milliers)	Prêts et avances à la juste valeur				Total \$
	Taux variables \$	Taux déterminés			
		Moins d'un an \$	De 1 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	
<b>2005</b>					
Non garantis	10 165	197 294	169 051	256 948	633 458
Taux moyen effectif	8,2%	3,7%	8,5%	7,8%	
Garantis	2 983	25 969	3 584	1 475	34 011
Taux moyen effectif	5,7%	11,7%	11,8%	8,7%	

### Instruments financiers dérivés<sup>1</sup>

Échéance  (en milliers)	Moins d'un mois \$	De 1 à 6 mois \$	Plus de 6 mois \$	Total \$
<b>2005</b>				
Juste valeur				
Contrats sur actions				
Ventes d'options d'achat	(3 937)	(6 580)	(14 480)	(24 997)
Achats d'options de vente		1 798	641	2 439
Ventes d'options de vente		(212)	(488)	(700)
	(3 937)	(4 994)	(14 327)	(23 258)
Valeur notionnelle				
Contrats sur actions				
Ventes d'options d'achat	11 993	60 112	35 459	107 564
Achats d'options de vente	9 844	53 805	32 793	96 442
Ventes d'options de vente	28 601	44 664	36 817	110 082
<b>2004</b>				
Juste valeur				
Contrats sur actions				
Ventes d'options d'achat	(134)	(751)	(1 796)	(2 681)
Achats d'options de vente	9	908	4 086	5 003
Ventes d'options de vente	(1)	(149)	(1 536)	(1 686)
	(126)	8	754	636
Valeur notionnelle				
Contrats sur actions				
Ventes d'options d'achat	3 258	25 202	39 239	67 699
Achats d'options de vente	2 778	16 408	34 227	53 413
Ventes d'options de vente	2 501	19 620	18 238	40 359

1. La juste valeur nette des instruments financiers dérivés est de -23,3 millions\$ (2004, +0,6 million\$). La juste valeur de ces instruments pour lesquels la valeur est positive, est de 2,4 millions\$ (2004, 5 millions\$) et présentée aux Investissements, alors que celle dont la valeur est négative est de 25,7 millions\$ (2004, 4,4 millions\$) et présentée aux Crédeurs.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

Aux 31 mai 2005 et 2004

### 4. INVESTISSEMENTS (SUITE)

#### Répartition des investissements par secteurs d'activité et risque maximal

(en milliers)	Secteurs d'activité				Total \$
	Investissements technologiques \$	Manufacturier et primaire \$	Services et tourisme \$	Fonds local et immobilier \$	
<b>2005</b>					
<b>INVESTISSEMENTS AU COÛT</b>	<b>690 395</b>	<b>692 543</b>	<b>740 346</b>	<b>229 651</b>	<b>2 352 935</b>
Plus-value (moins-value) non réalisée	(246 143)	(282 147)	241 569	46 472	(240 249)
Juste valeur	444 252	410 396	981 915	276 123	2 112 686
Fonds engagés mais non déboursés <sup>1</sup>	106 594	104 550	111 070	52 239	374 453
Garanties et cautionnements <sup>2</sup>	500	7 452	21 766	27 271	56 989
Risque maximal	551 346	522 398	1 114 751	355 633	2 544 128

(en milliers)	Secteurs d'activité				Total \$
	Investissements technologiques \$	Manufacturier et primaire \$	Services et tourisme \$	Fonds régional ou local et immobilier \$	
<b>2004</b>					
<b>INVESTISSEMENTS AU COÛT</b>	<b>695 879</b>	<b>639 058</b>	<b>564 516</b>	<b>488 514</b>	<b>2 387 967</b>
Plus-value (moins-value) non réalisée	(160 973)	(253 153)	182 516	17 432	(214 178)
Juste valeur	534 906	385 905	747 032	505 946	2 173 789
Fonds engagés mais non déboursés <sup>1</sup>	144 098	85 484	184 980	52 685	467 247
Garanties et cautionnements <sup>2</sup>		9 102	17 944	27 271	54 317
Répartition des investissements effectués par les fonds régionaux ou locaux <sup>3</sup>	15 002	46 926	22 774	(84 702)	-
Risque maximal	694 006	527 417	972 730	501 200	2 695 353

Le Fonds a octroyé des garanties et cautionnements qui ne comportent généralement pas d'échéance spécifique et qui sont des engagements irrévocables du Fonds d'effectuer les paiements d'entreprises partenaires qui ne pourraient pas respecter leurs obligations envers des tiers, pour un montant maximal total non actualisé et aux fins suivantes :

(en milliers)	2005 \$	2004 \$
Pour des emprunts sur des projets immobiliers	27 271	27 271
Pour l'exploitation et des marges de crédit d'exploitation – sans recours	29 718	27 046
Montant maximal	56 989	54 317

La moins-value non réalisée relativement aux garanties et cautionnements d'un montant de 3,6 millions \$ (2004, 1,1 million \$) est présentée aux Crédoiteurs.

1. Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes ont été engagées par le Fonds, mais non encore déboursées à la fin de l'exercice.
2. En vertu de l'article 17 de sa loi constitutive, le Fonds, lorsqu'il fait un investissement sous la forme d'une garantie ou d'un cautionnement, doit établir et maintenir pour la durée d'un tel investissement une réserve équivalente à au moins 50 % de sa valeur. Cette réserve est constituée à même Autres placements.
3. La répartition des investissements effectués par les fonds régionaux ou locaux n'est effectuée qu'au 31 mai 2004, car la plupart de ces fonds sont maintenant consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

Aux 31 mai 2005 et 2004

### 4. INVESTISSEMENTS (SUITE)

De plus, dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut diverses conventions prévoyant des indemnités. Ces indemnités sont habituellement en rapport avec les cessions d'investissements pour les représentations et garanties données et la responsabilité des administrateurs ou dirigeants du Fonds ou ses représentants auprès d'entreprises partenaires ; cette responsabilité est couverte par une assurance responsabilité. La nature de ces conventions ne permet pas de faire une estimation raisonnable du montant maximal que le Fonds pourrait devoir payer aux contreparties. La direction du Fonds estime qu'il y a très peu de risques que ces obligations occasionnent des charges importantes.

### 5. AUTRES PLACEMENTS

(en milliers)	2005		2004	
	Coût \$	Juste valeur \$	Coût \$	Juste valeur et coût non amorti* \$
Actions	706 744	812 126	560 309	655 202
Titres de fonds de fonds de couverture	97 985	98 783	10 033	10 249
Obligations	2 639 343	2 734 299	2 361 902	2 344 196
Titres du marché monétaire	305 511	306 068	238 174	238 174
	<b>3 749 583</b>	<b>3 951 276</b>	<b>3 170 418</b>	<b>3 247 821</b>
Instrument financiers dérivés		14 584		8 163
	<b>3 749 583</b>	<b>3 965 860</b>	<b>3 170 418</b>	<b>3 255 984</b>

\* Au 31 mai 2004, les obligations sont présentées au coût non amorti diminué de la provision pour pertes.

Au 31 mai 2005, le Fonds détient des Autres placements d'une juste valeur de 79 millions \$ (2004, 110 millions \$) en devises étrangères principalement américaines.

### Répartition par échéances

#### Obligations

Échéance en année (en milliers)	Moins	De	De	De	De	Plus	Total
	d'une \$	1 à 5 \$	5 à 10 \$	10 à 20 \$	20 à 30 \$	de 30 \$	
<b>2005</b>							
Juste valeur	241 816	1 136 421	602 172	282 698	429 902	41 290	2 734 299
Coût	253 670	1 124 660	573 416	264 727	383 814	39 056	2 639 343
Valeur nominale	241 145	1 088 123	534 132	222 144	356 204	36 158	2 477 906
Taux moyen effectif	2,46 %	3,75 %	5,21 %	5,55 %	5,96 %	5,39 %	4,47 %
Taux moyen nominal	6,30 %	5,10 %	6,42 %	7,40 %	6,54 %	5,90 %	5,92 %
<b>2004</b>							
Juste valeur	108 473	766 026	724 476	194 676	302 795	275 081	2 371 527
Coût non amorti	106 826	755 466	713 325	192 997	297 877	277 705	2 344 196
Valeur nominale	109 827	732 133	678 058	158 731	310 304	253 988	2 243 041
Taux moyen effectif	5,13 %	4,28 %	5,16 %	5,80 %	6,00 %	5,78 %	5,11 %
Taux moyen nominal	6,09 %	5,79 %	6,10 %	8,03 %	6,52 %	6,44 %	6,23 %

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

Aux 31 mai 2005 et 2004

### 5. AUTRES PLACEMENTS (SUITE)

#### Répartition par échéances (suite)

##### Titres du marché monétaire

Échéance (en milliers)	Moins d'un mois \$	De 1 à 6 mois \$	Plus de 6 mois \$	Total \$
<b>2005</b>				
Juste valeur	123 853	182 215		306 068
Taux moyen effectif	2,51 %	2,52 %		2,52 %
<b>2004</b>				
Juste valeur	218 844	19 330		238 174
Taux moyen effectif	2,01 %	2,00 %		2,01 %

##### Instruments financiers dérivés<sup>1</sup>

##### 2005

Juste valeur				
Contrats sur obligations				
Ventes d'options d'achat	(8 541)	(32 506)		(41 047)
Achats d'options de vente	2 735	9 393		12 128
Ventes d'options de vente	(773)	(509)		(1 282)
Contrats à terme et de swaps sur obligations	(1 780)		1	(1 779)
Contrats de change sur devises		(1 484)		(1 484)
	(8 359)	(25 106)	1	(33 464)
Valeur notionnelle				
Contrats sur obligations				
Ventes d'options d'achat	300 000	1 400 000		1 700 000
Achats d'options de vente	300 000	1 400 000		1 700 000
Ventes d'options de vente	300 000	600 000		900 000
Contrats à terme et de swaps sur obligations	294 584		5 000	299 584
Contrats de change sur devises		77 000		77 000

##### 2004

Juste valeur				
Contrats à terme et de swaps sur obligations				
		1 115	1	1 116
Contrats à terme et de swaps sur indices boursiers	(206)	3 374	2 568	5 736
Contrats d'option sur actions	(140)			(140)
	(346)	4 489	2 569	6 712
Valeur notionnelle				
Contrats à terme et de swaps sur obligations				
		256 083	10 000	266 083
Contrats à terme et de swaps sur indices boursiers	86 856	149 371	186 364	422 591
Contrats d'option sur actions	21 000			21 000

1. La juste valeur nette des instruments financiers dérivés est de -33,5 millions\$ (2004, +6,7 millions\$). La juste valeur de ces instruments pour lesquels la valeur est positive, est de 14,6 millions\$ (2004, 8,2 millions\$) et présentée aux Autres placements, alors que celle dont la valeur est négative est de 48,1 millions\$ (2004, 1,5 million\$) et présentée aux Crédeurs.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

Aux 31 mai 2005 et 2004

### 5. AUTRES PLACEMENTS (SUITE)

#### Instruments financiers dérivés (suite)

La valeur notionnelle représente la valeur théorique déterminée d'un capital sous-jacent à un produit dérivé établie uniquement pour servir de référence à l'application d'un cours du change, d'un taux d'intérêt, d'un cours boursier ou de la valeur de l'indice. La valeur notionnelle ne reflète ni le risque de crédit ni le risque de marché inhérents aux contrats. Le risque de perte lié au crédit provient de la possibilité que la contrepartie à l'opération ne respecte pas ses engagements. Le Fonds réduit ce risque en traitant uniquement avec les institutions dont la cote de crédit est très bonne, et ce, tel que défini à la politique de gestion globale des actifs financiers approuvée par le conseil d'administration du Fonds. Le risque de marché est le risque de perte qui résulte des variations de taux d'intérêt, de taux de change et de fluctuations boursières. Afin de limiter ce risque, l'utilisation des instruments financiers dérivés est limitée à préserver la valeur des actifs, à faciliter les changements de répartition d'actifs, à gérer une partie du portefeuille de façon indiciaire, à faciliter la gestion des portefeuilles et à bonifier le rendement à l'intérieur des limites des risques allouées.

#### Répartition de la juste valeur par secteurs d'activité<sup>1</sup>

(en milliers)	Actions et titres de fonds \$	Obligations \$	Titres du marché monétaire \$	Total \$
<b>2005</b>				
Gouvernements et organismes gouvernementaux		1 626 879	14 283	1 641 162
Institutions financières		517 438	20 155	537 593
Investissements technologiques	2 597	81 777		84 374
Manufacturier et primaire	686 075	224 661	131 803	1 042 539
Services et tourisme	222 237	283 544	139 827	645 608
	<b>910 909</b>	<b>2 734 299</b>	<b>306 068</b>	<b>3 951 276</b>
<b>2004</b>				
Gouvernements et organismes gouvernementaux		1 326 719	36 958	1 363 677
Institutions financières	234 582	428 353	71 908	734 843
Investissements technologiques	83 161	75 633		158 794
Manufacturier et primaire	313 709	246 290	55 309	615 308
Services et tourisme	33 999	267 201	73 999	375 199
	<b>665 451</b>	<b>2 344 196</b>	<b>238 174</b>	<b>3 247 821</b>

1. Cette répartition ne tient pas compte de l'impact des changements de répartition d'actifs découlant des instruments financiers dérivés. Au 31 mai 2004, les obligations sont présentées au coût non amorti.

### 6. PRÊTS DE TITRES

Dans le cours normal des affaires, le Fonds effectue des opérations de prêts de titres en échange d'une garantie ou d'éléments d'actif représentant un montant minimal prescrit par toute loi applicable ou un pourcentage pouvant varier en fonction des meilleures pratiques. Au 31 mai 2005, selon les titres prêtés, ce pourcentage se situe entre 102% et 105%, et la juste valeur de l'ensemble des titres prêtés s'établit à 438 millions \$.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

Aux 31 mai 2005 et 2004

### 7. IMMOBILISATIONS

(en milliers)	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Coût non amorti \$
<b>2005</b>			
Bâtisses	66 767	4 801	61 966
Mobilier et équipement de bureau	15 748	10 220	5 528
Équipement et développement informatique	34 096	29 790	4 306
	<b>116 611</b>	<b>44 811</b>	<b>71 800</b>
<b>2004</b>			
Bâtisses	66 112	3 003	63 109
Mobilier et équipement de bureau	15 376	8 369	7 007
Équipement et développement informatique	30 627	27 335	3 292
	<b>112 115</b>	<b>38 707</b>	<b>73 408</b>

Le coût non amorti de la partie de la bâtisse destinée à la location est de 21,5 millions \$ (2004, 21 millions \$).

### 8. EMPRUNTS

Les intérêts sur les emprunts sont établis en fonction du taux de rendement de Autres placements et sont renouvelables mensuellement et remboursables sur demande. Ainsi la juste valeur de ces emprunts, effectués auprès de fonds, correspond à sa valeur comptable. Au 31 mai 2005, le taux d'intérêt est de 5,25 % (2004, 4 %).

De plus, le Fonds dispose de marges de crédit d'un montant de 30,7 millions \$ (2004, 30 millions \$). Tout emprunt bancaire relatif à ces marges de crédit porte intérêt au taux préférentiel. Ces marges de crédit sont renouvelables annuellement. Aux 31 mai 2005 et 2004, ces marges ne sont pas utilisées.

### 9. ACTIF NET

#### Capital-actions

##### AUTORISÉ

##### *Actions catégorie A*

Nombre illimité d'actions catégorie A, sans valeur nominale, avec droit de vote, non aliénables à moins d'une autorisation du conseil d'administration, rachetables et à être émises en séries 1 et 2.

Les actions catégorie A, séries 1 et 2, comportent le droit d'être échangées entre elles et prennent rang également entre elles. Cependant, les actions catégorie A, série 1, ne peuvent être émises qu'à une personne physique qui demande leur transfert à un fiduciaire dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite.

##### *Actions catégorie G*

Nombre illimité d'actions catégorie G, sans valeur nominale, sans droit de vote, sans droit au dividende, non transférables et non rachetables. En cas de déficit, les détenteurs d'actions de cette catégorie assument en priorité ce déficit jusqu'à concurrence de la contrepartie qu'ils ont versée sur ces actions et, advenant la dissolution, la liquidation ou toute autre disposition totale ou partielle des biens du Fonds, ces actions confèrent à leurs détenteurs le droit d'être remboursés après que tous les détenteurs d'actions catégorie A auront été remboursés.

##### *Actions catégorie B*

Nombre illimité d'actions catégorie B, sans valeur nominale, sans droit de vote, donnant droit à un dividende préférentiel dont le taux est fixé par le conseil d'administration et non participantes. En cas de liquidation, elles prennent rang avant les actions catégories A et G.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

Aux 31 mai 2005 et 2004

### 9. ACTIF NET (SUITE)

#### Modalités de rachat

L'action catégorie A n'est généralement rachetable que si la personne qui l'a acquise du Fonds a atteint l'âge de 55 ans et s'est prévalué d'un droit à la préretraite ou à la retraite ou si elle a atteint l'âge de 65 ans. Le prix de rachat est fixé semestriellement sur la base de la valeur du Fonds.

Les actionnaires peuvent également retirer leur mise de fonds dans un délai de 60 jours de la date de souscription ou de la date de la première retenue sur le salaire, au prix payé, mais ce rachat entraîne la perte du crédit d'impôt.

Le Fonds ne peut acheter de gré à gré une action catégorie A que dans la mesure et les cas prévus par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

#### Réduction du capital émis et payé et virement

Lors de l'assemblée annuelle des actionnaires tenue le 8 novembre 2003, les actionnaires ont voté en faveur de la ratification du règlement n° 68 qui permet aux administrateurs, par simple résolution, d'augmenter ou de réduire le montant du capital-actions émis et payé afférant aux actions catégorie A, série 1, en circulation et d'imputer tout surplus d'apport à l'élimination ou à la réduction du déficit.

Au 21 mai 2004, les administrateurs du Fonds ont approuvé une résolution visant à réduire le capital émis et payé des actions catégorie A, série 1, d'un montant de 500 millions \$ par virement au surplus d'apport. Par la suite, un virement de 164,8 millions \$ a été fait du surplus d'apport au déficit afin de l'éliminer.

Au cours des exercices antérieurs, le Fonds avait procédé à des virements des bénéfices non répartis au capital-actions pour un montant de 749 millions \$.

#### Augmentation du capital émis et payé

Au cours de l'exercice, les administrateurs du Fonds ont approuvé des résolutions visant à augmenter le capital émis et payé des actions catégorie A, série 1, d'un montant de 195 millions \$ par virement des bénéfices non répartis.

#### Surplus d'apport

Le surplus d'apport provient de la réduction du capital émis et payé et de l'excédent de la valeur moyenne du capital-actions émis sur le prix payé au rachat d'actions.

### 10. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds est partie à des réclamations et litiges. Le Fonds constitue des provisions lorsqu'il le juge à propos. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel, net des provisions comptabilisées s'il y a lieu, n'aura pas de répercussion défavorable significative sur la situation financière du Fonds.

### 11. CHARGES D'EXPLOITATION

	2005 (12 mois)	2004 (11 mois) (note 3)
(en milliers)	\$	\$
Traitements et charges sociales	59 276	50 529
Frais d'occupation et loyers	10 502	7 942
Frais de publicité et d'information	8 964	6 475
Honoraires professionnels	8 300	9 867
Honoraires de gestion	7 059	3 170
Déplacements, voyages et représentation	2 612	1 597
Fournitures et matériel de bureau	2 848	2 085
Produits d'honoraires et autres produits	(5 109)	(6 284)
Produits de location	(3 178)	(2 903)
Taxe sur le capital	8 111	7 792
Amortissement des immobilisations	5 822	6 657
	<b>105 207</b>	<b>86 927</b>

Les intérêts d'un montant de 1,8 million \$ (2004, 8 millions \$) sur les emprunts sont présentés en diminution des produits d'intérêts dont 1,8 million \$ (2004, 7,5 millions \$) sont capitalisés aux emprunts.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

Aux 31 mai 2005 et 2004

### 12. IMPÔTS

(en milliers)	2005 (12 mois) \$	2004 (11 mois) \$
Exigibles	16 556	13 742
Futurs	(4 871)	(1 042)
	<b>11 685</b>	<b>12 700</b>

Ces impôts diffèrent du montant qui serait obtenu si l'on appliquait le taux d'imposition de base combiné (fédéral et provincial) au bénéficiaire avant impôts et participations minoritaires. Cet écart est expliqué de la façon suivante :

(en milliers)	2005 (12 mois) \$	2004 (11 mois) \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné 44,7%	126 383	116 241
Dividendes non imposables	(15 994)	(8 401)
Gain ou perte en capital et variation de la plus-value ou moins-value non réalisée		
Impôt provincial supplémentaire	12 957	13 354
Écart de taux et partie non déductible (non imposable)	(57 653)	(56 201)
Impôt fédéral remboursable	(26 972)	(26 302)
Déduction d'impôt provincial	(14 323)	(14 762)
Impôt en main remboursable au titre de dividendes	(20 403)	(15 870)
Impôt des grandes corporations	5 200	3 695
Autres éléments	2 490	946
	<b>11 685</b>	<b>12 700</b>

(en milliers)	2005	2004
Les éléments donnant lieu aux actifs (passifs) d'impôts futurs se détaillent comme suit :		
Immobilisations	388	(567)
Investissements et autres	2 020	(2 340)
	<b>2 408</b>	<b>(2 907)</b>

Au fédéral, le Fonds est imposé selon les règles relatives aux sociétés de placement à capital variable. L'impôt payé sur les gains en capital est recouvrable à la suite de rachats d'actions ou par l'augmentation du capital versé lors des virements d'une partie des bénéfices non répartis au capital-actions émis et payé.

Le Fonds, ayant un statut de société privée, a accès à l'impôt en main remboursable au titre des dividendes (IMRTD). L'IMRTD est recouvrable par l'augmentation du capital versé lors de virements d'une partie des bénéfices non répartis au capital-actions émis et payé. De cet impôt de 62,8 millions \$ (2004, 41,3 millions \$), un montant de 62,8 millions \$ a été appliqué en réduction des impôts sur les bénéfices car les administrateurs du Fonds ont approuvé des virements au cours de l'exercice afin de récupérer ces impôts. Le solde, s'il y a lieu, est inclus dans *Débiteurs et autres actifs*.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

Aux 31 mai 2005 et 2004

### 13. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le 1<sup>er</sup> janvier 2001, le Fonds a mis en place des régimes de retraite à prestations déterminées capitalisés et non capitalisés qui garantissent à la plupart de ses employés le paiement de prestations de retraite. Ces régimes de retraite à prestations déterminées sont fondés sur le nombre d'années de service et sur le salaire annuel moyen. Ce dernier correspond à la moyenne annualisée du salaire pendant les 36 mois consécutifs de service, qui produit la moyenne la plus élevée.

De plus, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2003, le Fonds maintient un régime facultatif d'assurance individuelle pour les employés retraités.

Les obligations au titre des prestations constituées de ces régimes, évalués par des actuaires indépendants, et les actifs à la juste valeur sont déterminés en date du 31 mars. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de capitalisation a été effectuée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2004, et la prochaine évaluation sera effectuée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Les informations relatives aux régimes se présentent comme suit :

(en milliers)	2005 (12 mois)		2004 (11 mois)	
	Régimes de retraite \$	Régime d'assurance \$	Régimes de retraite \$	Régime d'assurance \$
<b>OBLIGATIONS AU TITRE DE PRESTATIONS CONSTITUÉES</b>				
Solde au début	25 236	1 112	15 953	
Coût à l'instauration du régime				991
Coût des services rendus	7 726	112	5 071	100
Intérêts débiteurs	1 483	73	1 138	60
Prestations versées	(969)	(4)	(579)	(4)
Coût des services passés			56	
Perte actuarielle (gain actuariel)	573	68	3 597	(35)
<b>Solde à la fin</b>	<b>34 049</b>	<b>1 361</b>	<b>25 236</b>	<b>1 112</b>
<b>ACTIFS DES RÉGIMES</b>				
Solde au début	19 493		13 337	
Cotisations du Fonds	2 597		2 147	
Cotisations des employés	3 915		2 559	
Prestations versées	(969)		(579)	
Rendement réel des actifs des régimes	1 486		2 029	
<b>Solde à la fin</b>	<b>26 522</b>		<b>19 493</b>	
<b>SITUATION DE CAPITALISATION - DÉFICIT</b>	<b>(7 527)</b>	<b>(1 361)</b>	<b>(5 743)</b>	<b>(1 112)</b>
Coût à l'instauration du régime non amorti		855		926
Perte actuarielle nette non amortie (gain actuariel net non amorti)	4 593	33	4 400	(35)
Coût non amorti des services passés	50		56	
<b>PASSIF AU TITRE DE PRESTATIONS CONSTITUÉES</b>	<b>(2 884)</b>	<b>(473)</b>	<b>(1 287)</b>	<b>(221)</b>

Ce passif au titre de prestations constituées est présenté aux Crédeurs.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

Aux 31 mai 2005 et 2004

### 13. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

#### Informations complémentaires sur les actifs des régimes

Les actifs des régimes sont détenus en fiducie et leur répartition est la suivante :

	2005 %	2004 %
Fonds commun d'actions	59,5	59,4
Fonds commun d'obligations	39,7	39,7
Encaisse et autres	0,8	0,9
	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Le total des paiements en espèces au titre des avantages sociaux futurs pour 2005, qui est constitué des cotisations du Fonds à ces régimes de retraite capitalisés et des sommes versées directement aux bénéficiaires au titre de ces régimes non capitalisés se chiffre à 2,6 millions \$ (2004, 2,2 millions \$).

#### Composantes du coût constaté au titre des prestations constituées de l'exercice

(en milliers)	2005 (12 mois)		2004 (11 mois)	
	Régimes de retraite \$	Régime d'assurance \$	Régimes de retraite \$	Régime d'assurance \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations des employés	3 811	112	2 512	100
Intérêts débiteurs	1 483	73	1 138	60
Rendement réel des actifs des régimes	(1 486)		(2 029)	
Coût des services passés			56	
Perte actuarielle	573	68	3 597	35
Coût avant ajustement pour tenir compte de la nature à long terme des avantages sociaux futurs	4 381	253	5 274	195
Écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes	246		1 124	
Écart entre le montant de la perte actuarielle constatée et le montant réel de la perte actuarielle sur l'obligation au titre des prestations constituées	(438)	(68)	(3 567)	(35)
Écart entre l'amortissement du coût des services passés et les modifications effectives des régimes	6		(56)	
Amortissement du coût à l'instauration du régime		71		65
	(186)	3	(2 499)	30
<b>COÛT CONSTATÉ DE L'EXERCICE</b>	<b>4 195</b>	<b>256</b>	<b>2 775</b>	<b>225</b>

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

Aux 31 mai 2005 et 2004

### 13. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

#### Principales hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles ayant servi à déterminer le coût des régimes et l'obligation du Fonds au titre des prestations constituées sont les suivantes :

	2005		2004	
	Régimes de retraite %	Régime d'assurance %	Régimes de retraite %	Régime d'assurance %
<b>Obligations au titre des prestations constituées</b>				
<i>Taux à la fin de l'exercice</i>				
Taux d'actualisation	5,7 et 5,2	5,7	5,7 et 5,5	6,0
Taux de croissance des salaires	3,5		3,5	
<b>Coût constaté au titre des prestations constituées</b>				
<i>Taux à la fin de l'exercice précédent</i>				
Taux d'actualisation	5,7 et 5,5	6,0	6,5 et 6,0	6,0
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	6,5		6,5	
Taux de croissance des salaires	3,5		3,5	

Aux fins de l'évaluation, les taux de croissance annuelle hypothétique du coût des médicaments et des autres soins de santé ont été fixés à 9% et 4% respectivement pour 2005. Selon l'hypothèse retenue, ces taux devraient diminuer pour atteindre 5% en 2009 pour le coût des médicaments et 3% en 2006 pour le coût des autres soins de santé et demeurer à ces niveaux par la suite. Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance ou de décroissance hypothétique aurait les effets suivants :

(en milliers)	Variation	
	+1 % \$	-1 % \$
Effet sur le coût du régime	51	(40)
Effet sur l'obligation au titre des prestations constituées	348	(266)

### 14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Fonds a constitué la Fondation de la formation économique du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec et il nomme les membres du conseil d'administration. Le Fonds a consenti un prêt d'une juste valeur de 3,2 millions \$ (2004, 5 millions \$).

Le Fonds a consenti des prêts sans intérêts d'une juste valeur de 16,1 millions \$ (2004, 15,3 millions \$) aux Fonds étudiant solidarité travail du Québec (FESTQ), entités apparentées, car le Fonds nomme certains administrateurs conjointement avec le gouvernement du Québec.

Ces prêts sont présentés au bilan sous *Débiteurs et autres actifs*.

### 15. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre comparables à ceux de l'exercice courant. Tel que mentionné à la note 3, des modifications de conventions comptables n'ont pas été appliquées aux données comparatives de 2004.

## INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS AU 31 MAI 2005

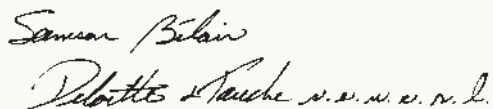
### RAPPORT DES VÉRIFICATEURS DU RELEVÉ CONSOLIDÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT

Aux administrateurs du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.),

Nous avons vérifié le relevé consolidé des investissements au coût du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) au 31 mai 2005. La responsabilité de ces informations financières incombe à la direction du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.). Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces informations financières en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les informations financières sont exemptes d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les informations financières. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des informations financières.

À notre avis, ce relevé consolidé donne, à tous les égards importants, une image fidèle des investissements au coût du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) au 31 mai 2005, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.  
Comptables agréés

Montréal, le 22 juin 2005

## RELEVÉ CONSOLIDÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT

31 mai 2005

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis			Investissements garantis	Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances		
1987	Premier Tech ltée	P	8 329			8 329
1988	Fonds de développement emploi-Montréal inc.	F		1 338		1 338
	Fonds de revenu TransForce	S	17 674			17 674
	Les Nordiques de Québec 1988, société en commandite	S		1		1
	Société en commandite Capidem Québec enr.	F		128		128
1989	Entreprises publiques québécoises à faible capitalisation	IT/M/P/S	251 299			251 299
	Investissements Mauricie-Bois-Francs-Drummond, société en commandite	F		1		1
	R.P.M. Tech inc.	M	241			241
1990	Astroflex inc.	M		67		67
	Bestar inc.	M	1 499		975	2 474
	Hyprescon inc.	M		3 002		3 002
	Transat A.T. inc.	S	6 019			6 019
1991	B.M.B. (Îles-de-la-Madeleine) inc.	S		1 274	345	1 619
	Société en commandite Baseball Montréal	S		7 000		7 000
	Société en commandite immobilière Solim	I		28 975		28 975
1992	Denharco inc.	M		15 296	917	16 213
	Polycor inc.	P		5 609	13 761	19 370
	Sartigan 1, société en commandite	F		685		685
	Société en commandite Gestion Capital 07	F		909		909
1993	European Medical Ventures Fund S.C.A.	IT		149		149
	Groupe Datamark Systems inc.	M	7 470			7 470
	Groupe Robert inc.	S		10 975	12 500	23 475
	Le Devoir inc.	S		1 315		1 315
	Société d'investissements Capimont enr., société en commandite	F		1		1
	Société en commandite Capital Montérégie enr.	F		128		128
	Société en commandite immobilière Solim II	I		25 000		25 000
	SOLIDE de la MRC d'Abitibi-Ouest	S			10	10
	SSQ, Société d'assurance-vie inc.	S		29 413	6 100	35 513
	TechnoCap inc.	IT		22 795		22 795
1994	Corporation Financière Brome inc.	S		2 834	2 356	5 190
	Groupe Pierre Belvédère inc.	S		391	2 105	2 496
	Investissements 3L (Laval-Laurentides-Lanaudière), société en commandite	F		613		613
	Labopharm inc.	IT	9 314			9 314
	Medical Science Partners II, L.P.	IT		536		536
	SOLIDE de la MRC de Beauharnois-Salaberry	S			10	10
	SOLIDE de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est	S			250	250
	SOLIDE de la MRC de Lotbinière	S			180	180
	SOLIDE de la MRC de Roussillon	S			125	125
1995	Château M.T. inc.	S		3 000		3 000
	CryoCath Technologies inc.	IT	4 386			4 386
	HydroSerre Mirabel inc.	P		3	2 337	2 340
	Icagen, inc.	IT	2 021			2 021
	Jonview Canada inc.	S			3 156	3 156
	MethylGene inc.	IT	13 500			13 500
	Mines D'Or Virginia inc.	P	672			672
	RESO Investissements inc.	F		801	450	1 251

## RELEVÉ CONSOLIDÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis			Investissements garantis	Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances		
1995	Société en commandite de placements					
	en logiciel Télésystème	IT	5 683			5 683
	SOLIDE de la MRC d'Abitibi	S		245		245
	SOLIDE de la MRC de la Matapédia	S		110		110
	SOLIDE de la MRC de la Mitis	S		187		187
	SOLIDE de la MRC de la Nouvelle-Beauce	S		25		25
	SOLIDE de la MRC de l'Amiante	S		425		425
	SOLIDE de la MRC de Mékinac	S		370		370
	SOLIDE de la MRC de Memphrémagog	S		80		80
	SOLIDE de la MRC de Rouyn-Noranda	S		110		110
	SOLIDE de la MRC de Témiscamingue	S		10		10
	SOLIDE de la MRC des Basques	S		110		110
	Produits Forestiers Arbec inc. (Uniforêt)	M	70 429			70 429
1996	3552853 Canada inc. (Les Enductions Répulpables Rétec)	M		823		823
	AMH Canada Ltée	M		452	338	790
	Corporation LBL Skysystems	M	6 448	5 000	8 337	19 785
	eGENUITY Technologies inc.	IT	1 420			1 420
	Gestion des infrastructures pour l'Entretien					
	G.I.E. Technologies inc.	IT		299		299
	Gestion Renaud-Bray inc.	S		1	4 633	4 634
	Glendyne inc.	P		96	406	502
	Groupe Bocenor inc.	M	24 337			24 337
	Groupe Solmax inc.	M		3 800		3 800
	Les Vêtements de Sport Gildan inc.	M	359			359
	Mines Richmond inc.	P	2 558			2 558
	Ressources Orléans inc.	P	5 333			5 333
	Roctest ltée	M	4 124			4 124
	SOLIDE de la MRC d'Acton	S		10		10
	SOLIDE de la MRC de Beauce-Sartigan	S		225		225
	SOLIDE de la MRC de Bécancour	S		60		60
	SOLIDE de la MRC de Bellechasse	S		100		100
	SOLIDE de la MRC de Charlevoix	S		55		55
	SOLIDE de la MRC de Charlevoix-Est	S		203		203
	SOLIDE de la MRC de Coaticook	S		4		4
	SOLIDE de la MRC de Desjardins	S		10		10
	SOLIDE de la MRC de Francheville	S		250		250
	SOLIDE de la MRC de la Côte-de-Beaupré	S		113		113
	SOLIDE de la MRC de L'Islet	S		10		10
	SOLIDE de la MRC de Maria-Chapdelaine	S		386		386
	SOLIDE de la MRC de Maskinongé	S		70		70
	SOLIDE de la MRC de Matane	S		420		420
	SOLIDE de la MRC de Montmagny	S		60		60
	SOLIDE de la MRC de Nicolet-Yamaska	S		50		50
	SOLIDE de la MRC de Pontiac	S		10		10
	SOLIDE de la MRC de Portneuf	S		75		75
	SOLIDE de la MRC de Rimouski-Neigette	S		185		185
	SOLIDE de la MRC de Sept-Rivières	S		185		185
	SOLIDE de la MRC de Vallée-de-l'Or	S		175		175
	SOLIDE de la MRC de Vaudreuil-Soulanges	S		213		213
	SOLIDE de la MRC des Etchemins	S		181		181
	SOLIDE de la MRC des Îles-de-la-Madeleine	S		40		40
	SOLIDE de la MRC des Laurentides	S		10		10

## RELEVÉ CONSOLIDÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis			Investissements garantis	Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances		
1996	SOLIDE de la MRC des Pays-d'en-haut	S		110		110
	SOLIDE de la MRC du Haut-Saint-François	S		175		175
	SOLIDE de la MRC du Haut-St-Maurice	S		10		10
	SOLIDE de la MRC du Rocher-Percé	S		10		10
	SOLIDE de la MRC du Val-Saint-François	S		10		10
	SOLIDE de la MRC Le Centre-de-la-Mauricie	S		90		90
	SOLIDE de Lévis	S		150		150
	SOLIDE de Matagami	S		5		5
	Stageline Scène Mobile inc.	S		1 653		1 653
	Systèmes médicaux LMS inc.	IT	2 367			2 367
1997	9003-4349 Québec inc. (Mode Ézé Plus)	M		50		50
	BiortheX inc.	IT		12 392		12 392
	Compositech Ltd	M		1	250	251
	Corporation GMAT Capital	S		500		500
	Cowan Dynamics inc.	M			180	180
	ESI Ecosystem International ltée	S		200	200	400
	Fjord-Tech Industrie inc.	M		400	114	514
	Fonds de capital de risque GeneChem Technologies, société en commandite	IT		6 824		6 824
	Fonds d'investissement de Montréal (F.I.M.), société en commandite	I		2 170	52	2 222
	Gespro Technologies inc.	IT		1 676		1 676
	Graphisme Alpha Vision M.L. inc.	IT		200	200	400
	Groupe T.A.C. inc.	M		610		610
	GSM Capital Limited Partnership	IT		1 571		1 571
	Hôtel du Havre inc.	S			34	34
	Interstar Technologies inc.	IT		1 010		1 010
	ITF Technologies Optiques inc.	IT		3 791		3 791
	Les Distributions Sécuri-Sport inc.	S			6	6
	Les Mines McWatters inc.	P	3 444		1 343	4 787
	MDF La Baie inc.	M			16 547	16 547
	MenuiseroX inc.	M		460		460
	Mines Aurizon ltée	P	191			191
	Oxford Bioscience Partners II L.P.	IT		1 416		1 416
	Polyvalor, société en commandite	IT		4 382		4 382
	Précicast ltée	M		559		559
	Préimpression Ad-Hoc - Le Groupe inc.	M		19		19
	Pro-Conversion inc.	M		48		48
	Produits Forestiers Coulonge inc.	M		750		750
	ProVance Technologies inc.	IT		6 825	3 178	10 003
	Réseau Telmatik inc.	S		105	3	108
	Ressources minières Radisson inc.	P	81			81
	Ross-Finlay 2000 inc.	P		1 923		1 923
	Société de développement du magnésium, société en commandite	M		13 201		13 201
	SOLIDE Ahuntsic-Cartierville	S			10	10
	SOLIDE Centre-Sud/Plateau Mont-Royal	S			10	10
	SOLIDE Chibougamau	S			5	5
	SOLIDE Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	S			10	10
	SOLIDE de la MRC d'Argenteuil	S			20	20
	SOLIDE de la MRC D'Avignon	S			130	130
	SOLIDE de la MRC de Bonaventure	S			10	10

## RELEVÉ CONSOLIDÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis			Investissements garantis	Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances		
1997	SOLIDE de la MRC de Drummond			460		460
	SOLIDE de la MRC de la Haute-Côte-Nord			10		10
	SOLIDE de la MRC de la Jacques-Cartier			10		10
	SOLIDE de la MRC de la Rivière-du-Nord			150		150
	SOLIDE de la MRC de la Vallée-du-Richelieu			226		226
	SOLIDE de la MRC de l'Île d'Orléans			10		10
	SOLIDE de la MRC des Jardins-de-Napierville			10		10
	SOLIDE de la MRC du Bas-Richelieu			110		110
	SOLIDE de la MRC du Domaine-du-Roy			387		387
	SOLIDE de la MRC du Fjord-du-Saguenay			100		100
	SOLIDE de la MRC Les Mascoutins			10		10
	SOLIDE de la Ville de Longueuil			250		250
	SOLIDE de Laval			80		80
	SOLIDE de Lebel-sur-Quévillon			5		5
	SOLIDE de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve			10		10
	SOLIDE de Rosemont/Petite-Patrie			102		102
	SOLIDE de Villeray/St-Michel/Parc-Extension			10		10
	SOLIDE du Sud-Ouest de Montréal			10		10
	SOLIDE Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles			110		110
	Témisko (1983) inc.	M		1 155		1 155
1998	3340686 Canada inc.	M	1 120			1 120
	9058-2222 Québec inc. (Club Cap Natashquan)	S		78	33	111
	9069-4654 Québec inc. (Supervac 2000)	M			25	25
	ADF Industries Lourdes inc.	M			2 450	2 450
	Air Saguenay (1980) inc.	S	1 299		531	1 830
	Asia Equity Infrastructure Fund, L.P.	S	4 278			4 278
	Beckwith Bemis inc.	M			1 017	1 017
	BioArtificial Gel Technologies inc.	IT	1 143			1 143
	Champions Consultants inc.	S		75	15	90
	Complexe Hôtelier St-Jovite/ Mont-Tremblant inc.	S		750		750
	Concentrés Scientifiques Bélisle inc.	M		655		655
	Concept Éco-Plein-Air Le Baluchon inc.	S		672		672
	ConjuChem inc.	IT	5 159			5 159
	Consorcio TransMantaro S.A.	S		20 656	1 937	22 593
	Corporation d'exploitation minière Globestar	P	486			486
	Corporation Eatsleepmusic.com	IT		5 430		5 430
	Distributions Jacques-Cartier inc.	S		283	95	378
	Exploration Azimut inc.	P	413		450	863
	Groupe ADF inc.	M	11 972		15 000	26 972
	HQI Latin America Ltd	S		20 368		20 368
	Kemestrie inc.	M		600		600
	La Société en Commandite Soccrent 1	F		1 539		1 539
	La Société en Commandite Soccrent 2	F		1 660		1 660
	La Société en Commandite Soccrent 3	F		1 333		1 333
	Le Groupe Tecnum inc.	IT		1 750		258
	Le Holding Angelcare inc.	S		125	1 206	1 331
	Le Paradis des Orchidées inc.	P		70	30	100
	Les Enceintes Acoustiques Unisson inc.	M		50		50
	Librairie Ulysse inc.	S		427	175	602
	Madelimer inc.	M		679	1 620	664
	Manoir Richelieu, société en commandite	S		40 388		40 388
	Minéraux Maudore ltée	P	514		150	664

## RELEVÉ CONSOLIDÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis			Investissements garantis	Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances		
1998	Mines Dynacor inc.	P	136			136
	Mode Avalanche inc.	M		319		319
	MRT Robotique inc.	S			127	127
	Multi-Ind Capital inc.	S		2		2
	Niocan inc.	P	372			372
	Nutrisens inc.	M			383	383
	Pec Nord inc.	M		300		300
	Pêcheries Vilo inc.	P		15	35	50
	Quebec Partners Holding B.V.	S		71	296	367
	SOLIDE de la Basse Côte-Nord					
	Kégaska-Blanc-Sablon	S			10	10
	SOLIDE de la MRC de la Côte-de-Gaspé	S			169	169
	SOLIDE de la MRC de Minganie	S			10	10
	SOLIDE de la MRC de Rivière-du-Loup	S			10	10
	Theralipids inc.	IT		1 709		1 709
	Transports Jenkins ltée	S		335	121	218 674
	Tranzyme Pharma inc.	IT		6 023		6 023
	TSO3 inc.	IT	4 300			4 300
	Ultravia Aéro International inc.	M		775	318	1 093
1999	9038-3944 Québec inc. (Portes et fenêtres Boréal)	M		13	17	30
	A. & R. Belley inc.	S		392	658	1 050
	Advitech inc.	IT	1 918		376	2 294
	Aeterna Zentaris inc.	IT	36 939			15 680 52 619
	AGE Technologies inc.	IT		200	13	213
	Aurélium BioPharma inc.	IT		2 403		200 2 603
	Auto-Chem inc.	M		230	11	241
	AutoVu Technologies inc.	IT			50	50
	Aventures Norpaq inc.	S		150	8	158
	Biovet inc.	IT		904		101 1 005
	Capimex inc.	S		1		1
	Dulong Frères & Fils	P		12 574	651	13 225
	Édifice Club Soda inc.	S		200	20	220
	Fonderie Ouellet inc.	M		319		319
	Foraction Chili inc.	S		1 304		1 304
	FSTQ Australia PTY Limited	S		7 526	13 923	21 449
	Gestion Lange inc.	M		81		81
	Globale Géomatique inc.	IT			338	338
	Groupe Canexfor inc. et 2734-1197 Québec inc.	M			108	108
	Harmonium International inc.	IT		390	1 276	1 666
	Kanada Polska Kabaty S.P. Z.O.O.	I			2 489	2 489
	La Financière des Entreprises Culturelles (FIDEC), société en commandite	S		4 000		4 000
	Le Groupe Cambium inc.	M			300	1 289 1 589
	Les Canneberges St-Augustin inc.	P		242	85	327
	Les industries Canzip (2000) inc.	M		1 050	1 009	270 2 329
	Les Industries Rémac inc.	M		310	134	444
	Les Mousses de l'Estrie inc.	M			91	91
	Les Placements G.M.R. Maltais inc.	S		345		339 684
	Les systèmes de gestion Raymark Xpert inc.	IT		9 525		500 10 025
	Maison des Futailles, société en commandite	S		23 723	5 000	28 723
	Manitoba Science & Technology Fund, Limited Partnership	IT		1 000		1 000

## RELEVÉ CONSOLIDÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis			Investissements garantis	Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances		
1999	Markland inc.	M	325			325
	Nolicam Location de camions inc.	S		524		524
	Osisko Exploration ltée	P	282			282
	Ressources Metco inc.	P	335		200	535
	Simpler Networks inc.	IT		23 619		23 619
	SNF inc.	S		16 000	6 000	22 000
	Société en commandite Foraction Chili	S		8 357		8 357
	SOLIDE de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	S			10	10
	Soya Excel inc.	M		195	68	263
	Systèmes Stekar inc.	M		100	14	114
	Targanta Thérapeutiques inc.	IT		5 000		5 000
	Tubes Images inc.	IT		200	153	400
	Ventilex inc.	M		58		55
2000	2861-0467 Québec inc. (Notre Hôtel)	S		277	106	383
	3504522 Canada inc. ( Laboratoire IdéeClic )	M		125		125
	9052-0651 Québec inc. (Logistik 22)	S		200	609	809
	9060-0735 Québec inc. et Atelier d'usinage Quenneville inc.	M		500		500
	Acier Picard inc.	S			986	986
	Alfred Lamontagne inc.	P			70	70
	Alliances ArtQuest International inc.	IT	3 100		1 010	1 517
	ARGO II : The Wireless-Internet Fund - Limited Partnership	IT		12 376		12 376
	Arpida AG	IT	2 753			2 753
	Audisoft Technologie inc.	IT		725		725
	AVANCE Pharma inc.	IT		3 900		3 900
	Bioxel Pharma inc.	IT	3 516			3 516
	Cogéco Câble inc.	IT	373			373
	Cronus BioPharma inc.	IT		250		250
	De Marque inc.	S		1 528		1 528
	Écono-Porte inc.	M		168		168
	Ecopia Biosciences inc.	IT	3 775			3 775
	Elix inc.	IT		1 000		1 000
	Équipements récréatifs Jambette inc.	M		180	10	190
	GeminX Biotechnologies inc.	IT		2 929		2 929
	Génopele Premier Jour S.A.	IT		136		136
	Gentec Électro-Optique inc.	IT		2 400	771	3 171
	Gestion H. Dickner ltée	S		250	210	460
	Gestion S.S.G. inc.	S		125		125
	Groupe Industriel Charl-Pol inc.	M		3 125		3 125
	Groupe Riotel Hospitalité inc.	S		405	895	1 300
	Groupe VR2 inc.	M			76	76
	GTI V, société en commandite	IT		5 525		5 525
	ImPath Networks inc.	IT		550		550
	In Extremis Images inc.	S		426		426
	Indra Ogronowa S.P. Z.O.O.	I			17	17
	Industries Keystone (1970) ltée	M		2 125		2 125
	La Cour du Roi inc.	M		50		50
	Léger Marketing inc.	S		1 000		1 000
	Les Ateliers B.G. inc.	M		50		50
	Les Biotechnologies Atrium inc.	IT	5 750	750	13 407	19 907
	Les Consultants de l'Arctique inc.	S			280	280

## RELEVÉ CONSOLIDÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis			Investissements garantis	Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances		
2000	Les entreprises Maska-Laforo inc.	M	5 000	3 000		8 000
	Les Hélicoptères canadiens limitée	S	10 500	18 266		28 766
	Les Productions Phaneuf inc.	S	300	600		900
	Moules de Culture des îles	P	61			61
	MSDS Solutions Fiches Signalétiques Intégrales inc.	IT	2 060			2 060
	Multicorpora R&D inc.	IT	925			925
	Multi-Portions inc.	M	250	12		262
	Papiers Gaspésia, société en commandite	M	70 000	13 735		83 735
	Phytobiotech inc.	IT	1 500			1 500
	Placements Accu-Sol inc.	S	1	13 822		13 823
	Planchers des Appalaches ltée	M	875	510		1 385
	Première Stratégie inc.	S	500	530		1 030
	Productions Par ici inc. (Les)	S	100	94		194
	PureCell Technologies inc.	IT	928	475		1 403
	Réseau Gomedica inc.	IT	1	1 169		1 170
	Ressources Majescor inc.	P	568			568
	Ressources Stratéco inc.	P	255			255
	RNC Gold inc.	P	351			351
	RSW - Béroma inc.	P		213	288	501
	Santana inc.	M		750	475	1 225
	Sarbakan inc.	IT		480		480
	Scierie Norbois inc.	M		602	117	719
	Signase, inc.	IT		1 772		1 772
	Simard-Beaudry inc.	S	2 501	5 250		7 751
	Skipress Media inc.	S	1 187	688		1 875
	Société en commandite GeneChem Thérapeutique	IT	9 689			9 689
	SOLIDE de la MRC de Caniapiscau	S		10		10
	SOLIDE Ville-Marie	S		10		10
	Synercard Corporation	M		250	515	765
	Systèmes Pran inc.	M		200	100	300
	TGN Biotech inc.	IT		2 000		2 000
	Theratechnologies inc.	IT	1 391			1 391
	Transport Philippe Day inc.	S		165		165
	Turbo Images inc.	M		525		525
	Visuel Corporation Canada inc.	IT			166	550
2001	2639-1862 Québec inc.					716
	(Les Planchers de Bois Francs Wickham)	M		400	215	615
	3523454 Canada inc. (Plante Snack)	M		335	94	429
	3787460 Canada inc. (Tomoye)	IT		550		550
	3812057 Canada inc. (Hurteau & Associés inc.)	IT			83	83
	9019-8144 Québec inc. (Cinémaria)	S			200	200
	9045-1287 Québec inc. (Ike & Dean)	M		175	150	325
	9052-2756 Québec inc.	IT		250		250
	9093-5941 Québec inc. (Projet Jardins Nature)	M		278		278
	9095-5931 Québec inc.	S			350	350
	Aegera Thérapeutique inc.	IT		3 000	1 000	4 000
	Aéro Technique Canadien R.M. inc.	S		150	350	500
	Angiogene inc.	IT		4 000		4 000
	Atkins et frères inc.	M		176		176
	Bois Ouvré de Beauceville (1992) inc. et Séchoirs de Beauce inc.	M			682	682
	Cactus (CCI) Internet inc.	IT		1 000		1 000

## RELEVÉ CONSOLIDÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis			Investissements garantis	Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances		
2001	Caméra E-Motion inc.	IT		125	25	150
	Cam-Trac Sag-Lac inc.	S		300	52	352
	Capimont Technologies, société en commandite	IT		3 855		3 855
	Cardianove inc.	IT		2 157	375	2 532
	Celmed BioSciences inc.	IT		30 000		30 000
	Cleyn & Tinker inc.	M		9 319		9 319
	CML Air Traffic Control Technologies inc.	IT		500		500
	Corporation DataCom Wireless	IT		4 933		4 933
	Corporation Objexis	IT		2 000		2 000
	Dessert et Passion inc.	M		298	189	487
	Devcor S.P. Z.O.O.	I			31	31
	Gestion A. Blacksmith inc.	M			147	147
	Gestion Bio-Plex inc. (2880512 Canada inc.)	IT			11	11
	Gestion Fonds de développement des exportations Fodex inc.	IT		1		1
	Gexel Télécom International inc.	IT		156	500	656
	GSM Capital Annex Fund, L.P.	IT		948		948
	Impression Paragaph inc.	M		488		488
	Interplast inc.	M		1 650	720	2 370
	IPS Pharma inc.	IT	1	1 958		1 959
	Kruger Wayagamack inc.	M			10 000	10 000
	Les Investissements Desmarais-Ouellette inc. (C.V. tech)	M		250		250
	Les Reboiseurs de la Péninsule inc.	M		160		160
	Les Ressources Campbell inc.	P	2 900			2 900
	Magistral Biotech inc.	M	120			120
	Mirazed inc.	M			642	642
	Nanox inc.	IT		1 825		1 825
	Novabrik International inc.	S		900	350	1 250
	Novacap II, société en commandite	S		7 415		7 415
	Novik inc.	M		400	306	706
	Palmapor inc.	P		150	200	350
	Partenaires MidCap	S		5 530		5 530
	Pâtisserie Chevalier inc.	M		1 000	875	1 875
	Pétoncles 2000 inc.	M		33	64	97
	Pro Aviation inc.	S		307		307
	Ressources MSV inc.	P			656	656
	Ressources Sirios inc.	P	94			94
	Ryshco Média inc.	S			500	500
	SBV Venture Partners L.P.	IT		5 706		5 706
	SIDEX, société en commandite	P		15 000		15 000
	Société de capital de risque autochtone du Québec, société en commandite	F		260		260
	Société de gestion Trois-Trois-Trois inc.	IT		350		350
	Sofame Technologies inc.	M	730			730
	SolaCom Technologies inc.	IT		750		750
	SOLIDE de la MRC de Joliette	S			10	10
	SOLIDE de l'Ouest de la ville de Québec	S			5	5
	T <sup>2</sup> C <sup>2</sup> /Bio2000, société en commandite	IT		5 159		5 159
	Tekna Systèmes Plasma inc.	M			840	840
	Triotech Amusement inc.	M		100	174	274
	Venture Coaches Fund LP	IT		3 342		3 342

## RELEVÉ CONSOLIDÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis			Investissements garantis	Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances		
2002	3064743 Canada inc. (Wilson & Lafleur)	S		625	527	1 152
	Atlantica Residential S.A.	I		3 541		3 541
	Aurora Platinum Corp.	P	38			38
	Auvents Multiples (2002) inc.	M		100	674	774
	Axcan Pharma inc.	IT	5 951		22 110	28 061
	BGT Biographic Technologies inc.	IT				100
	BioAxone Thérapeutique inc.	IT		3 000	2 175	5 175
	Codagen Technologies corp.	IT		667		667
	Corporation EARTH (Canada) inc.	IT	4 282			500
	Diadem Digital inc.	IT			219	219
	Divertissements Séville inc.	S		700	300	1 000
	DK-SPEC inc.	M		3 300	4 570	7 870
	Dynapix Intelligence Imaging inc.	IT			250	250
	Enerkem Technologies inc.	S		1 250	1 500	2 750
	FinTaxi, société en commandite	S		5 800	23 200	29 000
	Focus Manufacture inc.	M		367		367
	Fonds immobilier du Fonds de solidarité FTQ inc.	I		1	154 308	154 309
	FRV Média inc.	S	2 000	400	100	2 500
	Groupe Beauchemin, Éditeur ltée	S			95	95
	Groupe Cathédra	M			100	100
	Groupe Star Suites inc.	S				546
	Hydro Mobile inc.	M		2 500	125	2 625
	Isumi Précision ltée (3865177 Canada inc.)	M		58		58
	J. Y. Moreau Électrique inc.	M				300
	Junex inc.	P	883			883
	Les Croisières 2001 inc.	S		100	50	150
	Les Industries Harnois inc.	M		12	430	442
	Les machines Roger ltée	M		200	229	429
	Les Pétroles C. Poirier inc.	S			53	53
	Les Produits forestiers Bellerive-Ka'N'Enda inc.	M		2 500	3 000	5 500
	Les Technologies LTRIM inc.	IT		300		300
	MC2 Entertainment	IT		6 005		6 005
	Nstein Technologies inc.	IT	8 000			8 000
	Produits Intégrés Avior inc.	M		1 250	1 000	2 250
	Réseaux Versatel inc.	IT		6 000		3 381
	S.G.D.L. Systèmes inc.	IT		1 500		1 500
	SAM Electron Technologies inc.	IT		750		750
	SiteBrand.com	IT		250		250
	SOLIDE de Gatineau	S			10	10
	Technologies D-Box inc.	IT	74			74
	Technologies LTRIM inc.	IT		3 302	1 667	4 969
	Thermetco inc.	M		1 800	840	2 640
	TLD (Canada) inc.	M			1 200	1 200
	Topigen Pharmaceutiques inc.	IT		5 735		5 735
	Tricot Richelieu inc.	M		2 000	1 833	3 833
	Usital Canada inc.	M		300	300	600
	VIMAC Early Stage Fund L.P.	IT		10 030		10 030

## RELEVÉ CONSOLIDÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis			Investissements garantis	Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances		
2003	2954-7490 Québec inc. (Excel Technologies)		71	77		148
	3484734 Canada inc. (Les Pâtisseries de l'Outaouais)			98		98
	9011-6641 Québec inc.			295		295
	9020-2292 Québec inc. (Decacer)			1 105		1 105
	9031-9898 Québec inc. (Micro-Experts Canada)			166		166
	ActivBiotics, inc.		1 469			1 469
	Allégorie Marketing			82		82
	Archemix Corp.		1 066			1 066
	Bellerose Capital inc.		75	158		233
	Biogentis inc.		5 220		200	5 420
	Bioxalis Medica inc.		500			500
	Construction L.F.G. inc.			230		230
	Corus Pharma, inc.		1 705			1 705
	DepoMed, inc.	767				767
	Direction Nord-Sud (DSN) ltée			524		524
	Dolbec Transport (1993) inc.			595		595
	Enobia Pharma inc.		3 600			3 600
	Exploration Typhon	50				50
	Forage Eenou inc.			113		113
	Forage Orbit inc.			188	73	261
	Gestion Lancap (Canada) inc.		3 000	530		3 530
	Golden Valley Mines ltée	236		300		536
	Groupe Bob inc.		400	400		800
	Guava Technologies, inc.		853			853
	Hexago inc.		1 500			1 500
	latroQuest Corporation		4 000			4 000
	Introflex (1983) inc.				275	275
	ISTA Pharmaceuticals, inc.	151				151
	Joseph Ribkoff inc.		15 625			15 625
	Le Fonds Entrepria Nord, société en commandite		5 084			5 084
	Le Groupe CGI inc.	74				74
	Le Groupe Logitrans inc./Logitrans International inc.				500	500
	Les Aliments 2000 (1987) inc.			270		270
	Les Bouteilles Recyclées du Québec (B.R.Q.) inc.		1 000			1 000
	Les Équipements industriels EDS inc.			90		90
	Les Productions Horticoles Demers inc.		150	438		588
	Les Productions Modulation inc.			405		405
	Les Ressources minières Normabec ltée	47				47
	Les Séchoirs Ste-Monique inc.			985		985
	Les Vêtements Perlimpinpin inc.		100	173		273
	Mafor inc.		500			500
	Matamec Explorations inc.	168		150		318
	Metaphore Pharmaceuticals, inc.		1 225			1 225
	Optique Québec inc.			140		140
	Procyon Biopharma inc.	237				237
	Renovis, inc.	656				656
	Ressources Métanor inc.	200				200
	Ressources Plexmar inc.	21		150		171
	SCP 89 inc.		297			297
	Semi-Conducteur Goal inc.		1 750			1 750
	Service de Pneus Lavoie Outaouais inc.			442		442

## RELEVÉ CONSOLIDÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis			Investissements garantis	Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances		
2003	Solutions Originales inc.		2 325			2 325
	Sonaca Amérique du Nord inc.		4 800	2 800		7 600
	Stella-Jones inc.	3 895		2 500		6 395
	Technologies Harfang inc.		2 000			2 000
	Technologies Microbridge inc.		2 604			2 604
	TelcoBridges inc.		1 500			1 500
	Tranzyme inc.		1			1
	U-Systems, inc.		295			295
	Vimac Milestone Medica Fund North L.P.		497			497
	Vivavision inc.		300	450		750
2004	3091779 Compagnie Nouvelle-Écosse (Laura Secord)		2 000	5 000		7 000
	4262280 Canada inc.		4 647			4 647
	Above Sécurité inc.		2 250			2 250
	Advanced Bioelectric Corporation		575			575
	Alexis Minerals Corporation	438				438
	Biocean Novatech inc.			300		300
	Bois B.S.L. Matane inc.			1 500		1 500
	CO2 Solution inc.	113		100		213
	Construction C.D.P. inc.			200		200
	Corporation Wavesat		2 520			2 520
	Créa Biopharma inc.			225		225
	Création VISU inc.		600	650		1 250
	De Ball inc.			4 750		4 750
	Distribution CMP MaGaDa International inc. et Production Magada International inc.				495	495
	Exploration Dios inc.	340				340
	F.I.D.D. inc.		1			1
	Fonds Brightspark II, s.e.c.		542			542
	Fonds d'investissement pour le développement durable (FIDD), société en commandite		542			542
	Fonds d'investissements des travailleurs et travailleuses du Nouveau-Brunswick inc. (F.I.T.)			202		202
	Gestion MSBI inc.		154			154
	Gestion ORTHOsoft inc.	2 000				2 000
	Groupe Cegerco inc. (Le)			3 000		3 000
	Groupe de scieries G.D.S. inc.		10 001	5 000		15 001
	Groupe LAR inc.			4 000		4 000
	Groupe Lysac inc.		3 500			3 500
	Groupe Plafolift inc.			3 000		3 000
	Industries Perron inc.			1 500		1 500
	ISACSOFT inc.	3 993				3 993
	KCLM Recherche en Nutrition inc.			200		200
	La Petite Bretonne inc.			285		285
	Le Groupe Blue Mountain Wallcoverings inc.		10 000	13 000		23 000
	Les Biotechnologies Océanova inc.		167	333		500
	Les Emballages Trium inc.			640		640
	Les Gestions Gastier inc.			2 500		2 500
	Les Industries Flexipak inc.			300		300
	Les Industries Touch inc.			1 150		1 150
	Maintenance Sept-îles inc.			167		167
	Manac inc.		10 000	12 500		22 500

## RELEVÉ CONSOLIDÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis			Investissements garantis	Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances		
2004	MasséNor inc.		50	950		1 000
	Niram-Fab inc.			270		270
	Octasic inc.		1 242	4 800		6 042
	Omni-Med.com inc.		1 000	1 000		2 000
	Placements les Mélèzes inc.			300		300
	Planteck inc.		500			500
	Rechapage Longue-Rive inc.			144		144
	Satcom Télécom Sans Fil inc.			200		200
	Sciences de la vie Bioniche inc.		12 000			12 000
	Scierie Thomas-Louis Tremblay inc.			750		750
	Service Alimentaire Desco inc. et 155636 Canada inc.			275		275
	Socater S.A.		113	888		1 001
	TDM International inc.		250		250	500
	TransMolecular, inc.		872			872
	Trencap, s.e.c.		1 276	150 000		151 276
	Vimac ESF Annex Fund L.P.		973			973
	ViroChem Pharma inc.		2 667			2 667
2005	9068-3848 Québec inc. (Les Productions Danse-Sing)				250	250
	9099-7768 Québec inc. (E.B.M. Laser)		200	100		300
	Adalay Opportunity Fund		1 500			1 500
	Addenda Capital inc.	6 800				6 800
	Advantech technique de pointe pour faisceaux hertziens inc.				3 000	3 000
	Aéroport International de Mont-Tremblant				240	240
	Alex Pneus et Mécanique (Canada) inc.		1 000	500		1 500
	Alexza Molecular Delivery		783			783
	Alveolus inc.		1 440			1 440
	Amethyst Arbitrage Fund		1 500			1 500
	Asmacure ltée			250		250
	Attraction Média inc.			750		750
	Aupel inc.			300		300
	Beaufield Consolidated Resources inc.	119				119
	Bioetik inc.		150			150
	Blais & Langlois inc.			300		300
	Bush Marine inc.		500			500
	Camoplast inc.		32 950			32 950
	Canadian Royalties inc.	500				500
	Champlain Capital Partners LP		6 298			6 298
	Corporation Nuvolt inc. (Agrivolt Canada)			500		500
	Dynazor inc.		200	100		300
	Ébenisterie de la Chaudière inc.			190		190
	Epic Limited Partnership		1 500			1 500
	Équipement et Outillage Côte-Nord inc.		25	300		325
	Everton Resources inc.	150				150
	FIER-Partenaires, s.e.c.		111			111
	Fonds d'investissement MSBI, société en commandite		460			460
	Genizon Biosciences inc.		4 750			4 750
	Geo-3D inc.			129		129
	Gro-Mec inc.			600		600
	Groupe Lachar inc.			500		500
	GVGS inc.		200	350		550
	Inotech Fabrication Normandin inc.			229		229

## RELEVÉ CONSOLIDÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis			Investissements garantis	Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances		
2005	JC Clark Loyalist Preservation Trust		1 000			1 000
	Jeux Alary inc.			250		250
	KAI Pharmaceuticals		1 050			1 050
	Le Fonds Goodwood		1 000			1 000
	Le Maître Saladier inc.			300		300
	Les Bois Classic Canadiens inc.			306		306
	Les Broses Lacasses inc.			400		400
	Les Jardins du Saguenay inc.			200		200
	Lucien Senneville (2002) inc.			300		300
	LxSix Photoniques inc.		2 800	1 875		4 675
	Madvac inc.		1 200	7 800		9 000
	Marret High Yield Hedge Limited Partnership		1 500			1 500
	Métal Bernard inc.			650		650
	Pétrolex St-Félicien inc.			300		300
	Pharmasset		2 063			2 063
	Plastiques Secco inc.			172		172
	Pourvoirie Mirage inc.			300		300
	Pro-Phage inc.		145			145
	ProQuest Investments - Fund III		1 259			1 259
	Quartz Industrie inc.			200		200
	Recy-Clone inc.			150		150
	Rosseau Société en commandite		997			997
	Serti informatique inc.			300		300
	Service sérigraphie professionnel S.S.P. inc.			373		373
	Servotech B.V.			610		610
	Société en commandite Gladiator		1 250			1 250
	Spécialistes Chimiques Syntética inc.			350		350
	Sprott Opportunities Hedge Fund		1 000			1 000
	Stornoway Recovery Fund		750			750
	Système de Rechapage Ardon Canada inc.		190	345		535
	Technologie Bluestreak (Canada) inc.		2 707			2 707
	Toon Boom Animation inc.		100			100
	Tuyauterie LG.4 inc.			98		98
	Unitrail inc.			300		300
	VersaDrill Canada inc.			200		200
	Vertex Fund		1 500			1 500
	Vision Villégiature inc.		300			300
	Waterfall Vanilla LP		1 000			1 000
	Zeligsoft inc.		800			800
<b>Total</b>		<b>574 201</b>	<b>1 020 112</b>	<b>720 450</b>	<b>38 172</b>	<b>2 352 935</b>

Ce relevé consolidé des investissements au coût total de 2 352 935 000\$ fournit le détail par société des sommes investies par le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.). Ce montant apparaît à la note 4 des états financiers consolidés du Fonds au 31 mai 2005.

### Légende

F: Fonds local

I: Immobilier

M: Manufacturier (bois et papier - alimentation et boisson - acier - textile - autres)

P: Primaire

S: Services et tourisme

IT: Investissements technologiques (technologies de l'information, télécommunications, sciences de la vie, innovations industrielles et bioalimentaire)

## RÉPERTOIRE DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS AU COÛT-NON VÉRIFIÉ

31 mai 2005

(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts	Prêts et avances	Total
<b>30-12-04 TechnoCap inc.</b>	<b>15,8</b>			
4198638 Canada inc. ('Newco')			1 000	1 000
BigBangwidth inc.		3 001	2 256	5 257
FreeBalance inc.		6 908	400	7 308
Isacsoft inc.		5 523		5 523
Visual Networks, inc.		643		643
webPLAN inc.		10 167		10 167
Yotta Yotta inc.		31 362		31 362
		57 604	3 656	61 260
<b>31-12-04 Société de développement du magnésium, société en commandite</b>	<b>33,3</b>			
E.D.C. inc.		1 020		1 020
Intermag-Modelex inc.		175		175
		1 195	-	1 195
<b>31-12-04 Asia Equity Infrastructure Fund, L.P.</b>	<b>5,6</b>			
Lingkar Trans Kota Holdings Berhad		37 257		37 257
		37 257	-	37 257
<b>31-12-04 Argo II: The Wireless-Internet Fund - Limited Partnership</b>	<b>3,8</b>			
12snap A.G.		10 038		10 038
Amperion, inc.		305		305
ArgNor Wireless Ventures B.V.		18 936		18 936
Birdstep Technology ASA		484		484
Casero, inc.		4 311		4 311
Cerebrus Solutions ltd		25 890	13 825	39 715
Chinatron Group Holdings ltd		12 982	3 875	16 857
Digital Bridges ltd		21 217		21 217
Empower Interactive Group ltd		8 772		8 772
Innotech Industries ltd		596		596
IPeria, inc.		12 207		12 207
Narad Networks, inc.		8 959		8 959
Northstream AB		96		96
Nuera Communications, inc.		3 894		3 894
OnMobile Systems, inc.		13 180		13 180
ProQuent Systems Corporation		9 596	89	9 685
Q-go.com B.V.		5 035		5 035
RealVision Technology ltd		5 660	2 446	8 106
RV Technology ltd		533		533
SurfKitchen, inc.		4 610		4 610
Sylantro Systems Corporation		5 389		5 389
uReach Technologies, inc.		13 133		13 133
Volubill SA		7 146		7 146
World Wide Packets, inc.		6 809		6 809
		199 778	20 235	220 013

## RÉPERTOIRE DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS AU COÛT-NON VÉRIFIÉ (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts	Prêts et avances	Total
<b>31-12-04 Société en commandite GeneChem Thérapeutique</b>	<b>11,0</b>			
Aegera Therapeutics inc.		3 011	1 600	4 611
Argos Therapeutics, inc.		3 133	267	3 400
Avalon Pharmaceuticals, inc.		6 330		6 330
BioVex ltd		6 869		6 869
Celmed BioSciences inc.		4 893		4 893
Cyclacel ltd		5 521		5 521
Idun Pharmaceuticals, inc.		10 156		10 156
Koronis Pharmaceuticals, inc.		4 492		4 492
Lymphosign inc.		4 000		4 000
Osprey Pharmaceuticals ltd		3 055		3 055
Paratek Pharmaceuticals, inc.		4 784		4 784
Salmedix, inc.		5 713		5 713
Scion Pharmaceuticals, inc.		3 538	420	3 958
Targeted Molecules Corporation		3 213	599	3 812
Xanthus Life Science, inc.		3 276		3 276
		71 984	2 886	74 870
<b>31-12-04 Novacap II, société en commandite</b>	<b>9,6</b>			
Coractive inc.		4 594		4 594
Corporation de développement Knowlton inc.		1 230	9 033	10 263
Corporation de Développement Tradition inc.		11 250	2 250	13 500
Dense Optics inc.			5	5
Développement Demers Ambulances inc.		4 500	5 034	9 534
Développement Santé Naturelle A.G. ltée		3 045		3 045
Groupe Royal Mat inc.		680	13 125	13 805
Intelligent Photonics Control		5 191		5 191
Les Emballages Knowlton inc.			2 500	2 500
Octasic inc.			7 390	7 390
Scies BGR inc.		2 594		2 594
Seaway Networks (Delaware) inc.		5 967		5 967
ViXS Systems inc.		6 819		6 819
		45 870	39 337	85 207
<b>31-03-05 SIDEX, société en commandite</b>	<b>36,6</b>			
Titres de sociétés minières canadiennes		17 522	700	18 222
		17 522	700	18 222
<b>31-12-04 VIMAC Early Stage Fund L.P.</b>	<b>9,4</b>			
Atlantis Components, inc.		6 874		6 874
Databeacon, inc.		2 257		2 257
Datacom Wireless Corporation		1 368		1 368
GEOCOMtms, inc.		1 780		1 780
GoldPocket Interactive, inc.		2 426		2 426
iMPath Networks		982		982
Kubi Software, inc.		3 773		3 773
Megawheels Technologies, inc.		4 238		4 238
MessageOne inc.		1 733		1 733
Natural Convergence, inc.		3 559		3 559
Net Integration Technologies inc.		593		593
Seniorlink inc.		4 567	1 795	6 362

## RÉPERTOIRE DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS AU COÛT-NON VÉRIFIÉ (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts	Prêts et avances	Total
<b>31-12-04 VIMAC Early Stage Fund L.P. (suite)</b>				
Signiant, inc.		4 444		4 444
Spectalis		3 182		3 182
TKS, inc.			9 250	9 250
webHancer Corporation		1 607	642	2 249
		43 383	11 687	55 070
<b>31-12-04 Le Fonds Entrepia Nord, société en commandite</b>	<b>36,2</b>			
Aura Communications Technology, inc.		1 430		1 430
Equator Technologies, inc.		1 429		1 429
NetContinuum, inc.		715		715
Solvision, inc.		1 430		1 430
Terrascale Technologies, inc.		1 177		1 177
VoiceAge Networks Corporation		1 427		1 427
World Wide Packets, inc.		1 430		1 430
		9 038	-	9 038
<b>31-05-04 Fonds d'investissement MSBI, société en commandite</b>	<b>32,0</b>			
CarboPur Technologies inc.			605	605
DFT MicroSystems inc.		617		617
Moxxi Medical inc.			382	382
Reflex Photonics inc.			337	337
Resonant Medical inc.		851		851
SiXtron Advanced Materials inc.			267	267
		1 468	1 591	3 059

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Quote-part dans des propriétés immobilières et propriétés en voie d'aménagement
<b>31-03-05 Société en commandite immobilière Solim</b>	<b>99,9</b>	
C.C.L. Société en commandite		1 306
C.C.L. II Société en commandite		1 289
Centre de ressources du Parc Technologique du Québec Métropolitain		2 400
Société en commandite Alphonse T. Lépine		1 729
Société en commandite Claude Baillif		3 511
Société en commandite de La Dauversière		6 551
Société en commandite Édifice 255 St-Jacques		968
Société en commandite Édifice 261 St-Jacques		2 125
Société en commandite Émilie-Gamelin		1 532
Société en commandite Godefroy de Lintôt		513
Société en commandite Inspecteur-William		1 703
Société en commandite Les Berges Brossard		802
Société en commandite Les Tours des Terrasses du Golf Phase II		1 131
Société en commandite Milton		1 835
Société en commandite Place Dunant		3 232
Société en commandite Ste-Hélène		4 229
Terrains de stationnement de Montréal		6 532
		41 388

Le total des sommes déboursées par la société pour ces investissements est de 29 240 247 \$.

## RÉPERTOIRE DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS AU COÛT-NON VÉRIFIÉ (SUITE)

31 mai 2005

(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Quote-part dans des propriétés immobilières et propriétés en voie d'aménagement
<b>31-03-05 Société en commandite immobilière Solim II</b>	<b>99,9</b>	
Hôtel Particulier : Le Ste-Hélène, société en commandite		1 565
Immeuble 9001 L'Acadie, Société en commandite		11 327
Société en commandite 3730 Crémazie phase I et II		1 038
Société en commandite 75 boulevard Québec		1 006
Société en commandite Cavalier de LaSalle		3 840
Société en commandite CDTI de Hull		1 458
Société en commandite Cinéma Lachenaie		4 290
Société en commandite Daniel Palmer		3 369
Société en commandite du 1400		1 802
Société en commandite HQ		541
Société en commandite Mansfield		2 047
Société en commandite RMI		216
Trois A, Société en commandite		2 718
		35 217
Le total des sommes déboursées par la société pour ces investissements est de 15 357 368 \$.		
<b>31-03-05 Fonds immobilier du Fonds de solidarité FTQ inc.</b>	<b>100,0</b>	
Bio Sherbrooke Phase 1 s.e.c.		2 067
Centre de développement des Biotechnologies de Laval s.e.c.		5 100
Montée des Pionniers Phase I s.e.c.		250
Montée des Pionniers Phase II s.e.c.		250
Société en commandite 10 - 20 Duplessis		59
Société en commandite Angus s.e.c. Phase I		182
Société en commandite Angus s.e.c. Phase II		1
Société en commandite Bourassa-Pelletier		10
Société en commandite Château Hymus		7 376
Société en commandite Cité du Multimédia de Montréal		1
Société en commandite Clairevue		657
Société en commandite CVL		377
Société en commandite des Pionniers		1 429
Société en commandite Duke-Wellington		18
Société en commandite Édifice Le Soleil		11 822
Société en commandite Héritage Pointe-Claire		883
Société en commandite King-Wellington		13
Société en commandite Laurin / St-Louis		5 224
Société en commandite Laurin / St-Louis Phase I		565
Société en commandite LCM		15
Société en commandite Marigot Phase I		10
Société en commandite Sanctuaire de la Rive		500
		36 809

Ce répertoire, non vérifié, détaille les investissements effectués par les fonds spécialisés dans lesquels le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) a investi plus de 10 millions \$ et qui, au *Relevé consolidé des investissements au coût*, ne sont pas consolidés.

# FONDATION DE LA FORMATION ÉCONOMIQUE DU FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres du conseil d'administration de la Fondation de la formation économique du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.),

Nous avons vérifié les bilans de la Fondation de la formation économique du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) aux 31 mai 2005 et 2004 et les états des résultats et des évolutions des actifs nets pour les exercices de 12 et 11 mois respectivement, terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Fondation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Fondation aux 31 mai 2005 et 2004 ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour les exercices de 12 et 11 mois respectivement, terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Samson Bélaïr*

*Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.*

Samson Bélaïr/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.  
Comptables agréés

Montréal, le 22 juin 2005

## RÉSULTATS

Exercices terminés les 31 mai	2005 (12 mois) \$	2004 (11 mois) \$
<b>PRODUITS</b>		
Contributions financières	559 964	731 920
Intérêts	249 010	127 740
Autres	–	14 104
	<b>808 974</b>	<b>873 764</b>
<b>CHARGES</b>		
Frais d'éducation et de formation		
Éducation et formation - entreprises	683 400	769 614
Éducation et formation - projets spéciaux	–	11 588
	<b>683 400</b>	<b>781 202</b>
<b>FRAIS D'ADMINISTRATION</b>		
Traitements et charges sociales	42 712	48 525
Loyer et frais d'occupation	10 920	10 010
Frais de publicité et d'information	2 716	–
Honoraires professionnels	68 165	63 672
Déplacements, voyages et représentation	8 618	6 322
Fournitures et matériel de bureau	5 680	4 442
Amortissement des immobilisations	1 275	1 450
	<b>140 086</b>	<b>134 421</b>
	<b>823 486</b>	<b>915 623</b>
Excédent des charges sur les produits	<b>(14 512)</b>	<b>(41 859)</b>

FONDATION DE LA FORMATION ÉCONOMIQUE DU  
FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)

**BILANS**

Aux 31 mai	2005 \$	2004 \$
<b>ACTIF</b>		
Actif à court terme		
Encaisse	111 967	312 914
Débiteurs	292 631	487 766
	404 598	800 680
Placements (note 3)	4 984 669	5 018 561
Immobilisations (note 4)	4 934	6 209
	5 394 201	5 825 450
<b>PASSIF</b>		
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus		
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	50 459	360 903
Autres	133 737	240 030
	184 196	600 933
Emprunt (note 5)	5 000 000	5 000 000
	5 184 196	5 600 933
<b>ACTIFS NETS</b>		
Actifs nets investis en immobilisations	4 934	6 209
Actifs nets non affectés	205 071	218 308
	210 005	224 517
	5 394 201	5 825 450

Pour le conseil d'administration,



Denis Leclerc, administrateur

**ÉVOLUTIONS DES ACTIFS NETS**

Exercices terminés les 31 mai	2005 (12 mois)		2004 (11 mois)
	Actifs nets investis en immobilisations \$	Actifs nets non affectés \$	Total \$
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	6 209	218 308	224 517
Excédent des charges sur les produits	(1 275)	(13 237)	(14 512)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	4 934	205 071	210 005
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	7 659	258 717	266 376
Excédent des charges sur les produits	(1 450)	(40 409)	(41 859)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	6 209	218 308	224 517

# FONDATION DE LA FORMATION ÉCONOMIQUE DU FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Aux 31 mai 2005 et 2004

### 1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Fondation, constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, a pour but de recueillir et d'administrer les contributions financières de divers groupes socio-économiques afin de favoriser l'éducation et la formation économique des travailleuses et travailleurs du Québec.

### 2. CONVENTIONS COMPTABLES

#### Évaluation des placements

Le billet à demande est comptabilisé au coût et la juste valeur est comparable à sa valeur comptable en raison d'un taux d'intérêt que la société pourrait actuellement obtenir pour des placements comportant des conditions et des échéances semblables.

Les obligations sont inscrites à leur coût non amorti. La juste valeur présentée à la note 3 est calculée selon la valeur au marché à la date du bilan.

#### Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée probable de vie utile selon les méthodes et les taux annuels suivants :

	Méthodes	Taux
Équipement informatique	linéaire	33,3%
Mobilier et équipement de bureau	solde décroissant	20,0%

#### Comptabilisation des produits

Primes et escomptes :

Les primes et les escomptes sur les placements à échéance déterminée sont amortis à titre de produits selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance.

### 3. PLACEMENTS

	2005 \$	2004 \$
Billet à demande au Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.), au coût	2 512 079	2 512 727
Obligations d'organismes gouvernementaux	2 416 317	2 449 101
	4 928 396	4 961 828
Intérêts courus	56 273	56 733
	4 984 669	5 018 561

Les intérêts sur le billet à demande renouvelé mensuellement à taux variable sont établis en fonction du taux de rendement de Autres placements du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.). Au 31 mai 2005, le taux d'intérêt est de 5,25% (2004, 4%) et les intérêts s'élèvent à 109 351 \$ (2004, 117 638 \$). Le taux moyen de l'exercice est de 4,33% (2004, 3,45%).

Les obligations d'organismes gouvernementaux dont le taux nominal moyen et le rendement à l'échéance sont respectivement de 8,16% et 5,50% en 2005 et 2004, échoient à différentes dates entre 2012 et 2035. Au 31 mai 2005, la juste valeur des obligations est de 2 669 031 \$ (2004, 2 471 242 \$).

FONDATION DE LA FORMATION ÉCONOMIQUE DU  
FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)

NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

4. IMMOBILISATIONS

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Coût non amorti \$
<b>2005</b>			
Équipement informatique	44 009	44 009	-
Mobilier et équipement de bureau	19 092	14 158	4 934
	<b>63 101</b>	<b>58 167</b>	<b>4 934</b>
<b>2004</b>			
Équipement informatique	44 009	43 967	42
Mobilier et équipement de bureau	19 092	12 925	6 167
	<b>63 101</b>	<b>56 892</b>	<b>6 209</b>

5. EMPRUNT

L'emprunt auprès du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.), remboursable à demande, comporte un intérêt égal au taux de base de la Banque Laurentienne tel qu'il est déterminé de temps à autre, plus 2%. En aucun temps, le paiement dudit intérêt ne devra faire subir un excédent des charges sur les produits à la Fondation.

6. INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs et frais courus est comparable à la valeur comptable étant donné l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

En ce qui concerne l'emprunt, la juste valeur ne peut être déterminée car les modalités de remboursement ne sont pas fixées.

7. FLUX DE TRÉSORERIE

Les états des flux de trésorerie n'ont pas été préparés, car l'information requise concernant les flux de trésorerie est évidente à la lecture des autres états financiers et des notes complémentaires.

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) nomme les membres du conseil d'administration et gère les placements de la Fondation.

La majorité des charges encourues par la Fondation le sont auprès du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.). Ces transactions sont mesurées à leur valeur d'échange.

# CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ DE DIRECTION

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au 31 mai 2005



- 1 **MICHEL ARSENAULT**  
Directeur, Syndicat des Métallos, et vice-président, FTQ
- 2 **LOUIS BOLDUC** <sup>D</sup>  
Adjoint au directeur canadien pour le Québec, Union internationale des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce CTC FAT-COI, et vice-président, FTQ
- 3 **LUC DESNOYERS**  
Directeur québécois, Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada (TCA-Canada), et vice-président, FTQ
- 4 **PIERRE DUPUIS**  
Directeur québécois, Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), et vice-président, FTQ
- 5 **RAYMOND FORGET** <sup>E</sup>  
Président, Syndicat québécois des employées et employés de service (SQEES), section locale 298, et vice-président, FTQ
- 6 **PIERRE GENEST** <sup>A,E</sup>  
Président-directeur général, Fonds de solidarité FTQ
- 7 **JEAN LAVALLÉE**  
Directeur général et secrétaire financier, Fraternité inter-provinciale des ouvriers en électricité (FIPOE), et vice-président, FTQ
- 8 **CLÉMENT L'HEUREUX**  
Vice-président exécutif, Région Québec, Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP), et vice-président, FTQ
- 9 **DENISE MARTIN** <sup>A,B,D</sup>  
Présidente du conseil d'administration, Société Innovatech du Grand Montréal, vice-présidente et directrice générale, McMahon Distributeur pharmaceutique inc., et vice-présidente, conseil d'administration du Fonds
- 10 **HENRI MASSÉ** <sup>A,D</sup>  
Président, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), et président, conseil d'administration du Fonds
- 11 **RÉJEAN PARENT**  
Président, Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
- 12 **ROLAND ROBICHAUD** <sup>B,E</sup>  
Administrateur d'entreprises
- 13 **RÉJEAN ROY**  
Représentant national, président du conseil conjoint 91 (Québec) des Teamsters Canada, et vice-président, FTQ
- 14 **RENÉ ROY** <sup>A,C</sup>  
Secrétaire général, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), et secrétaire, conseil d'administration du Fonds
- 15 **LOUISE ST-CYR** <sup>A,B</sup>  
Titulaire, Chaire de développement et de relève de la PME, HEC
- 16 **JÉRÔME TURCQ**  
Vice-président exécutif régional, Région Québec, Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), et vice-président, FTQ
- 17 **POSTE VACANT**

- A membre du comité exécutif
- B membre du comité de vérification
- C membre du conseil sectoriel investissements technologiques
- D membre du conseil sectoriel redressement
- E membre du comité de gestion des actifs financiers

## LE COMITÉ DE DIRECTION

Au 31 mai 2005



De gauche à droite :

- YVON BOLDUC** <sup>E</sup>  
Premier vice-président aux investissements
- DENIS LECLERC**  
Premier vice-président à l'actionariat
- PIERRE GENEST** <sup>A,E</sup>  
Président-directeur général
- MICHEL PONTBRIAND** <sup>E</sup>  
Premier vice-président aux finances
- JANIE C. BÉIQUE**  
Vice-présidente aux affaires juridiques et secrétaire corporative
- PIERRE LEBLANC**  
Premier vice-président aux ressources humaines

# CONSEILS SECTORIELS ET SYNDICAT

## LES CONSEILS SECTORIELS

Au 31 mai 2005

### INVESTISSEMENTS TECHNOLOGIQUES

#### Administrateur et conseillers du Fonds

Jean Martin, Jean Perron,  
René Roy (président)

#### Représentants externes

J.V. Raymond Cyr, président du conseil  
Polyvalor inc. et administrateur d'entreprises

Gilles Mourette, premier vice-président  
Technologies, SSQ Groupe financier

Jacques Simard, professeur titulaire, Département d'anatomie et physiologie,  
Université Laval, et directeur, Laboratoire de génomique des cancers du  
Centre de recherche du CHUL

### REDRESSEMENT

#### Administrateurs et conseiller du Fonds

Louis Bolduc, Denise Martin, Jean Martin,  
Henri Massé (président)

#### Représentants externes

Michel M. Lessard,  
administrateur d'entreprises

Pierre-Maurice Vachon,  
administrateur d'entreprises

### COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS

#### Administrateurs et dirigeants du Fonds

Yvon Bolduc, Raymond Forget,  
Pierre Genest (président),  
Michel Pontbriand, Roland Robichaud

#### Représentant externe

Michel Thérien, conseiller stratégique  
et administrateur d'entreprises

Nous remercions tous ceux et celles  
qui ont contribué à la production  
de ce document.

Imprimé par des travailleuses et travailleurs syndiqués  
d'Integria inc., sur du papier recyclable.

Dépôt légal – 3<sup>e</sup> trimestre 2005 Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

*This document is also available in English.*  
B-08-00-0162

## LE SYNDICAT

Au 31 mai 2005

Le personnel syndiqué du Fonds de solidarité FTQ est membre de l'Union des employés  
et employées de service, section locale 800 (FTQ).

### EXÉCUTIF SYNDICAL

Michel Sabourin, président

Guy Trépanier, premier vice-président

Nathalie Sabourin, seconde vice-présidente

Pierre Arseneault, trésorier

Joanne Daviault, secrétaire

### CONSEIL SYNDICAL ET DÉLÉGUÉS SOCIAUX

Patrice Aubin, Conrad Bernadel, Robert Charpentier, France Chassé, Richard Cloutier,  
Guy Croteau, Claude Delâge, Daniel Fortier, Dominique Glass, Marie-Hélène Gosselin,  
Denis Lapalme, Mario Lévesque, Gabriel Nadon, Jean-Claude Nadon, Julie Proulx,  
Marie-Claude Rouleau, Pierre Thompson

## RESPONSABLES

Suzanne Hamel, André McDonald

## RÉDACTRICE

Suzanne Hamel

## COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES

Nicole Béland, Roch Dutil, Sylvain Masse,  
Louise Sauvé, Mario Tremblay

## DESIGNER ET RÉALISATEUR

[www.dyade.com](http://www.dyade.com)

## PHOTOGRAPHE

Ronald Maisonneuve



Bureau 200  
545, boul. Crémazie Est  
Montréal (Québec) H2M 2W4  
[www.fondsftq.com](http://www.fondsftq.com)

Téléphone : 514 383-8383  
Sans frais : 1 800 361-5017  
Télécopieur : 514 383-2502

